



**ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE (*)
DEPOSEE AUPRES DE LA COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE
LE 02 OCTOBRE 2003 SOUS LE NUMERO D.03-0445-A01**

**(*) déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 11 avril 2003
sous le numéro D.03-0445**

SOMMAIRE

1 - Rapport d'activité du 1^{er} semestre 2003	P 3-7
2 - Etats financiers au 30 juin 2003	P 8-78
3 - Capital social et répartition du capital	P 79
4 - Evolution du capital depuis le 31/12/2002	P 79
5 - Administration et direction	P 80
6 - Responsable du Document de référence et de son actualisation	P 81
7 - Responsables du contrôle des comptes	P 82-83

RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2003

Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2003 de Natexis Banques Populaires ont été établis conformément au Règlement 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable sur les règles de consolidation et au Règlement 2000-04 relatif à la présentation des documents de synthèse consolidés.

Le périmètre de consolidation retenu pour l'arrêté au 30 juin 2003 a été ajusté afin de ne consolider que des structures significatives. Par rapport au 31 décembre 2002, les modifications les plus caractéristiques concernent l'entrée de :

- Crédifrance Factor fusionnée avec Natexis Factorem en mai 2003 avec effet 1^{er} janvier,
- A & S Bleichroeder Inc. (Natexis Bleichroeder Inc.), consolidée au 31 décembre 2002 uniquement au niveau du bilan compte tenu de la date d'acquisition (06 décembre 2002).

Pour faciliter la comparaison, les chiffres concernant le 1^{er} semestre 2002 ont été retraités pour prendre en compte ce nouveau périmètre. Il a été réalisé pour cela un pro-forma comptable « Coface » présenté en note 2 bis auquel les données de gestion de Crédifrance Factor et de Natexis Bleichroeder Inc. ont été intégrées pour constituer la référence du 1^{er} semestre 2002. En l'absence de précision particulière, les variations données dans le présent document sont calculées à périmètre constant.

Compte de résultat consolidé de Natexis Banques Populaires

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2003	1 ^{er} semestre 2002
Produit Net Bancaire	1 135	1 121
Charges générales d'exploitation	- 829	- 839
- Frais de personnel	- 467	- 457
- Autres frais et amortissements	- 362	- 382
Résultat Brut d'Exploitation	306	282
- Coût du risque	- 103	- 87
- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	9	12
- Résultat des sociétés mises en équivalence	5	2
Résultat courant avant impôt	217	209
- Eléments exceptionnels	- 9	- 34
- Impôt	- 43	- 59
- Ecart d'acquisition	- 27	- 19
- Dotation au FRBG	0	19
- Intérêts minoritaires	- 27	- 24
Résultat Net Part du Groupe	111	92

ACTIVITE

Natexis Banques Populaires a connu une évolution contrastée de ses activités : l'activité commerciale d'ensemble a bien résisté dans un environnement pourtant dégradé. Les métiers de financement sont en forte progression, alors que les métiers d'investissement s'inscrivent en retrait, les services réalisant une performance stable.

Le Produit net bancaire des métiers s'établit à 1 104 M€ en retrait de 4 % sur le premier semestre 2002 et en hausse de 11% sur le second semestre. Le PNB « hors métiers » atteint 31 M€ contre un montant négatif de 26 M€ au premier semestre 2002.

Les chiffres détaillés de Produit net bancaire des métiers sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	1S03	Variation 1S03/1S02 à périmètre constant	Variation 1S03/2S02 à périmètre constant
FINANCEMENT	483	+8%	+8%
- Activités bancaires :	386	+10%	+10%
- Financements spécialisés :	97	+1%	+3%
INVESTISSEMENT	104	-50%	+44%
- Activités de marchés	85	-55%	NS
- Capital investissement	19	-1%	-47%
SERVICE	286	-2%	+3%
- Services bancaires, financiers et technologiques	121	-7%	-5%
- Gestion pour compte de tiers	165	+3%	+10%
COFACE	231	+15%	+18%

Le PNB des *Activités bancaires* progresse de 10% et ce, en dépit d'un effet dollar négatif. Cette progression est liée à une croissance régulière des revenus provenant de la clientèle corporate ainsi que des bonnes performances enregistrées dans les opérations à forte valeur ajoutée, comme les financements structurés et les activités de commerce international et de négoce.

Notre stratégie commerciale nous permet d'accroître nos revenus sans augmentation de nos encours pondérés. Ceux-ci sont en recul de 6 % par rapport au 31 décembre 2002.

Le produit net bancaire des *Financements spécialisés* est en légère progression, à + 1 %. Cette évolution recouvre des tendances divergentes :

- la croissance du produit net bancaire du crédit bail (+ 7%) traduit à la fois le dynamisme des encours de crédit bail mobilier et l'amélioration des marges.
- le PNB de l'affacturage baisse de 5 %, Natexis Factorem résistant mieux que ces concurrents comme l'atteste l'augmentation de sa part de marché de + 1,3 point à 13,7 %.

Les *Activités de marché*, bien qu'en progression sensible par rapport au second semestre 2002, ne retrouvent pas les niveaux de produit net bancaire du 1^{er} semestre 2002. L'activité d'intermédiation actions, en particulier, reste encore affectée par la mauvaise conjoncture boursière qui a prévalu au 1^{er} trimestre 2003.

Toutefois, le plan de réorganisation et de redéploiement de la filière arrêté en mars 2003 commence à porter ses fruits (bonne performance des activités trésorerie et crédit ; redressement en cours des activités dérivés actions).

S'agissant de la seconde composante du métier d'investissement qu'est le *Capital investissement*, elle affiche au 1^{er} semestre 2003 une contribution identique à celle de la période de référence.

Il est à noter le bon niveau de stock de plus-values latentes (181 M€) qui augmente de 32 M€ par rapport au 31 décembre 2002.

La filière *Services Bancaires Financiers et Technologiques* enregistre un recul de son PNB (-7 % par rapport au 1^{er} semestre 2002) avec des évolutions différentes selon les composantes. Une stabilité des Services bancaires mais une baisse du PNB des Services financiers toujours tributaires des volumes constatés sur les marchés boursiers. Il faut relever cependant :

- une nouvelle hausse des activités de conservation avec une progression de 7 % de l'encours conservé au 1^{er} semestre à 347 Md€,
- une augmentation du nombre d'ordres exécutés pour la clientèle (hors courtiers en ligne),
- un volume d'ordres record pour Line Bourse au moins de juin depuis la création de cet établissement.

Dans le cadre du métier Service, la filière *Gestion pour compte de tiers* enregistre une augmentation des encours gérés de 7 % à 77,2 Md€.

Dans le domaine de la gestion financière et collective, la baisse des encours actions est compensée par la bonne progression des encours monétaires.

Au niveau de l'Assurance-vie, on note également une progression de 7 % des encours.

Quant à l'Epargne salariale, elle améliore à nouveau sa part de marché qui atteint 21 % au 1^{er} semestre 2003.

Enfin, dernier métier de Natexis Banques Populaires, celui de l'assurance crédit et des services de credit management exercé par la *Coface*.

Celle-ci réalise une très bonne performance financière tant au niveau du pôle Assurance que de celui des Services.

La croissance du chiffre d'affaires (+ 11%) a été soutenue par la politique de retarification des polices d'assurance engagée dès la mi-2002 ainsi que par le bon niveau des ventes.

Par ailleurs, ce semestre a vu également la sinistralité revenir à son niveau d'avant la crise de crédit et le profil de risque s'améliorer, notamment grâce à une réallocation des actifs et à la réorganisation de la réassurance.

RESULTATS

Les **charges d'exploitation** du semestre sont en baisse de 1 % par rapport au premier semestre 2002. L'achèvement des chantiers exceptionnels post-fusion a permis une forte réduction du recours à la sous-traitance, des charges informatiques et des charges logistiques.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 306 M€, en hausse de 8 %.

Le **coefficient d'exploitation** ressort à 73,1 % sur le semestre contre 74,8 % au premier semestre 2002. Hors Coface il s'élève à 69,3 % contre 71,4 % un an plus tôt.

Le **coût du risque** s'établit à 103 M€ contre 87 M€ au 30 juin 2002. Il se décompose en 89 M€ de dotations aux provisions individualisées et 14 M€ de dotations aux provisions générales.

Cette évolution globale est la résultante d'une amélioration du coût du risque individualisé et d'un renforcement des provisions sectorielles et géographiques à caractère de prudence.

Le coût des risques individualisés est de 88,9 M€ au 30 juin 2003 contre 113,8 M€ au 30 juin 2002. Le 1^{er} semestre 2002 avait connu une sinistralité importante mesurée par un grand nombre de nouveaux dossiers parmi lesquels les banques argentines, le portefeuille de CDO's de Natexis Investment Corp et d'une manière générale le risque nord américain.

Le 1^{er} semestre 2003 enregistre une décrue sensible des de nouveaux dossiers douteux (161 M€ contre 248 M€ pour le 1^{er} semestre 2002) et se caractérise par une moindre concentration de la charge du risque

Le risque géographique voit sa couverture augmentée par l'effet combiné d'une dotation nette aux provisions de 7,5 M€ et d'une baisse sensible des encours sur l'ensemble des zones excepté le moyen orient. Les principales dotations concernent la Turquie, les Philippines et le Nigeria

Les risques sectoriels ont également fait l'objet de dotations à caractère prudentiel. .

Le stock de provisions individualisées couvre 59,3 % des encours douteux. Les provisions générales (hors FRBG) représentent quant à elles plus de deux ans de coût du risque moyen, mesuré sur les quatre derniers exercices.

Pour chacun des trois grands métiers, le **résultat courant**, défini comme le résultat avant éléments exceptionnels, impôts, amortissements des écarts d'acquisition, FRBG et minoritaires, s'établit à :

- Financement 207 M€
- Investissement - 52 M€
- Service 89 M€
- Coface 30 M€

Durant le 1^{er} semestre 2003, la **charge fiscale** s'est allégée avec un taux d'impôt apparent de 21 % contre 30 % au 1^{er} semestre 2002, la base imposable comportant moins de déficits fiscaux limités par prudence qu'en 2002.

Le **résultat net part du groupe** s'élève à 111 M€ , en progression de 21 % par rapport au second semestre 2002. Calculé sur une base annualisée sur le nombre moyen d'actions du semestre, le bénéfice net par action ressort à 4,7 euros.

Structure financière

Au 30 juin 2003, les fonds propres réglementaires s'élèvent à 6,1 Md€ dont 4,1 Md€ de noyau dur.

L'actif net comptable par action au 30 juin s'élève à 84,7 euros.

Le ratio Tier one s'établit à 7,4 % contre 7,2 % au 30 juin 2002.

Perspectives

Le second semestre de l'année 2003 devrait voir la confirmation des tendances de ces derniers mois, qu'il s'agisse de la croissance du PNB, de la maîtrise des charges ou de l'amélioration du résultat net.

2) Etats financiers au 30 juin 2003

2-1 Bilan et hors-bilan consolidés, compte de résultat consolidé au 30/06/2003	P 9-11
2-2 Annexes aux comptes consolidés	P 12-75
2-3 Rapport sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés pour la période du 1^{er} janvier 2003 au 30 juin 2003	P 76-78

NATEXIS BANQUES POPULAIRES BILANS CONSOLIDES COMPARES

cf note n°	En millions d'euros	30/06/2003	31/12/2003	30/06/2002
	A C T I F			
3	Opérations interbancaires et assimilées	41 881	42 084	52 046
	<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>1 340</i>	<i>1 379</i>	<i>1 511</i>
4	Opérations avec la clientèle	39 608	33 021	34 881
	<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>65</i>	<i>96</i>	<i>146</i>
4	Opérations de crédit-bail et assimilées	5 408	5 404	5 257
5	Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable	18 686	19 166	21 328
6	Placements des entreprises d'assurance	20 054	19 181	17 618
7	Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	1 718	1 686	640
8	Immobilisations corporelles et incorporelles	958	971	541
9	Ecarts d'acquisition	402	429	379
10	Comptes de régularisation et actifs divers	11 939	11 458	11 777
	<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>43</i>	<i>0</i>	<i>3</i>
	TOTAL ACTIF	140 654	133 400	144 467
	<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>1 448</i>	<i>1 475</i>	<i>1 660</i>

cf note n°	En millions d'euros	30/06/2003	31/12/2003	30/06/2002
	P A S S I F			
11	Opérations interbancaires et assimilées	33 017	46 184	45 214
	<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>1 300</i>	<i>1 453</i>	<i>1 130</i>
12	Opérations avec la clientèle	38 279	22 820	32 324
	<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>161</i>	<i>106</i>	<i>153</i>
13	Dettes représentées par un titre	26 058	23 621	25 100
	<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>0</i>	<i>305</i>	<i>305</i>
6	Provisions techniques des entreprises d'assurance	19 766	18 997	17 582
14	Comptes de régularisation et passifs divers	15 441	13 956	16 787
	<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>126</i>	<i>108</i>	<i>165</i>
9	Ecarts d'acquisition	83	89	96
15	Provisions pour risques et charges	775	796	733
16	Dettes subordonnées	2 537	2 209	2 207
17	Fonds pour risques bancaires généraux	242	242	244
17	Intérêts minoritaires	668	726	535
17	Capitaux propres part du Groupe (hors FRBG)	3 788	3 760	3 645
	<i>Capital souscrit</i>	<i>763</i>	<i>759</i>	<i>721</i>
	<i>Primes d'émission</i>	<i>1 764</i>	<i>1 750</i>	<i>1 618</i>
	<i>Réserves consolidées et autres</i>	<i>1 150</i>	<i>1 143</i>	<i>1 216</i>
	<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>111</i>	<i>108</i>	<i>90</i>
	TOTAL PASSIF	140 654	133 400	144 467
	<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>1 587</i>	<i>1 667</i>	<i>1 753</i>

NATEXIS BANQUES POPULAIRES

HORS-BILANS CONSOLIDES COMPARES

En millions d'euros	30/06/2003		31/12/2002		30/06/2002	
Engagements donnés						
Engagements donnés de l'activité bancaire		39 674		37 086		37 496
-Engagements de financement donnés en faveur :		23 071		21 386		20 303
d'établissements de crédit	4 924		3 614		3 625	
de la clientèle	18 147		17 772		16 678	
<i>Dont activité institutionnelle</i>						-
-Engagements de garantie donnés en faveur:		15 079		15 237		15 539
d'établissements de crédit	1 716		1 687		1 805	
de la clientèle	13 363		13 550		13 734	
<i>Dont activité institutionnelle</i>		7		9		13
-Engagements sur titres donnés		1 524		463		1 654
dont titres acquis avec faculté de rachat		-		-		-
Engagements reçus						
Engagements reçus de l'activité bancaire		8 976		4 899		9 468
-Engagements de financement reçus d'établissements de crédit		3 321		964		3 071
-Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit		4 208		3 499		2 885
-Engagements sur titres reçus		1 447		436		3 512
dont titres vendus avec faculté de rachat		-		-		-

Comptes de résultats consolidés comparés

cf notes n°		30/06/03	30/06/02	31/12/02
	En millions d'euros			
21	Intérêts et produits assimilés	2 385	2 803	5 748
22	Intérêts et charges assimilées	(1 975)	(2 478)	(5 056)
23	Revenus des titres à revenu variable	19	26	40
24	Commissions nettes	287	269	499
25	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	(73)	98	(59)
26	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	60	(19)	4
	Autres produits (charges) d'exploitation bancaire nets (nettes)	31	35	114
27	Marge brute des activités d'assurance	322	113	395
28	Produits nets des autres activités	79	32	108
34	PRODUIT NET BANCAIRE	1 135	879	1 793
29	Charges générales d'exploitation	(792)	(583)	(1 379)
	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	(37)	(30)	(67)
	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	306	266	347
30	Coût du risque	(103)	(86)	(193)
	RESULTAT D'EXPLOITATION	203	180	154
	Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	5	1	3
31	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	9	13	53
34	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	217	194	210
32	Résultat exceptionnel	(9)	(34)	(16)
33	Impôt sur les bénéfices	(43)	(52)	(13)
	Amortissement des écarts d'acquisition	(27)	(17)	(38)
	Dotations/Reprises au F R B G	-	19	21
	Intérêts minoritaires	(27)	(20)	(56)
	RESULTAT NET- PART DU GROUPE	111	90	108
	résultat par action	4,68	4,06	2,42
	<i>Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice</i>			
	résultat dilué par action	4,68	3,98	2,28
	<i>Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre d'actions à la clôture de l'exercice</i>			

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1. PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux principes comptables généralement admis et aux règlements du Comité de la Réglementation Comptable, notamment le règlement n° 99-07 sur les règles de consolidation et le règlement n° 2000-04 relatif à la présentation des documents de synthèse consolidés.

1.1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés de Natexis Banques Populaires regroupent les comptes de Natexis Banques Populaires et de ses principales filiales.

Seules les filiales dont l'apport est significatif sont consolidées. La notion de significativité ne se calcule pas en fonction de seuils numériques mais résulte d'une appréciation qualitative sur la pertinence de l'apport pour les comptes du groupe. Ainsi les filiales de logistique informatique ont été incluses dans le périmètre de consolidation en fonction de leur impact significatif sur la répartition des frais généraux consolidés entre frais de personnel et autres charges d'exploitation.

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre 2003 ont été les suivantes :

- déconsolidation de SAS Montmartre 1 et de Sofinnova dont l'activité n'est plus significative à l'échelle du groupe.
- déconsolidation de la SCI Cogestimmo, suite à sa cession. Cette société immobilière détenait l'immeuble du siège social de Coface.
- entrée de Kompass Holding et de ses filiales qui ont été intégrées dans le sous-groupe Coface.
- entrée d'Adir, société libanaise d'assurance vie, prévoyance et dommages aux biens.
- entrée de Natexis Bleichroeder UK, filiale de Natexis Bleichroeder Inc., spécialisée dans la même activité de courtage et d'intermédiation actions que sa maison mère.
- entrée de Finatem (Allemagne), Natexis Cape (Italie), Natexis Inversiones (Espagne), Mercosul (Brésil), Natexis Investment Asia (NIA) et Natexis Venture Sélection, sociétés d'investissement de l'activité de capital risque à l'international, ainsi que de la Financière Natexis Singapour, structure d'interposition qui détient le fond NIA.
- acquisition de 95,5 % des actions de la Banque du Dome-Créditfrance Factor spécialisée dans les opérations d'affacturage et fusion de celle-ci avec Natexis Factorem.
- Coface : jusqu'au 30 juin 2002, la société est restée consolidée par mise en équivalence ; à partir du 1^{er} juillet 2002, le sous-groupe Coface est intégré globalement à la suite de l'offre publique d'achat réalisée en juillet 2002.

Entités ad-hoc : l'inventaire des structures ad-hoc regroupe 3 catégories d'opérations :

a) Les opérations de titrisation

- Natexis Banques Populaires a réalisé depuis l'exercice 2000 4 opérations de titrisation synthétiques pour son propre compte dont le principe est décrit en note 2.3.
- Courant 2002, Natexis Banques Populaires a réalisé une titrisation pour le compte de la clientèle destinée à refinancer les portefeuilles de créances de cette dernière en accédant au marché des billets de trésorerie. Dans cette opération, Natexis Banques Populaires exerce les fonctions d'arrangeur, de dépositaire, d'agent placeur, de banque de liquidité et de garant de la lettre de crédit.

Au regard des 3 critères retenus pour apprécier le contrôle de la structure, seul le critère afférent à la « majorité des risques » peut s'avérer déterminant : en période de chargement du conduit, Natexis Banques Populaires vise la syndication de la majorité des risques avant un an ; en période de croisière, la syndication de plus de 50 % des lignes de liquidité et de la lettre de crédit sera effective à tout moment. Dans ces conditions, la structure est exclue du périmètre de consolidation.

b) Les montages fiscaux

Ils concernent le financement d'actifs (avions, bateaux, villages hôteliers, technocentre,...) pour le compte de clients via des entités transparentes fiscalement (GIE, SCI, SA intégrées fiscalement) dans lesquelles Natexis Banques Populaires est membre seul ou aux côtés d'autres banques. Dans ces montages, Natexis Banques Populaires intervient en tant que prêteur de deniers et vendeur de positions fiscales. Au regard de la problématique de la consolidation de ces structures, Natexis Banques Populaires exerce les pouvoirs de décision sur les activités courantes selon une relation fiduciaire dans l'intérêt de ses clients. L'économie d'ensemble de ces montages correspond à une gestion pour compte de tiers où Natexis Banques Populaires n'a pas le contrôle de l'entité au sens du paragraphe 10052 du règlement CRC 99-07.

c) Les montages immobiliers

Ils concernent le financement de biens immobiliers (parking, bureaux, sièges sociaux,...) pour le compte de clients via des SCI titulaires de contrats de crédit-bail mis en place par les filiales de crédit-bail de Natexis Banques Populaires ou crédit-bailleuses elles-mêmes. Comme pour la catégorie des montages fiscaux, le groupe Natexis Banques Populaires intervient dans le cadre d'une relation fiduciaire à la demande de ses clients sans que l'existence du contrôle puisse s'établir au regard de l'un des critères prévus au paragraphe 10052 du règlement CRC 99-07.

1.2. Présentation des comptes

1.21 Comptes consolidés

Les états financiers sont présentés en millions d'euros avec un comparatif sur trois périodes. La consolidation par intégration globale de Coface sur le 1^{er} semestre 2003 ainsi que sur le 2^{ème} semestre de l'exercice 2002 et par mise en équivalence sur le 1^{er} semestre 2002 ne permet pas de comparer sur des bases homogènes les données du bilan et du compte de résultat de ces exercices.

1.22 Comptes consolidés retraités

Afin de fournir une information comparable sur 3 périodes, la note 2 bis présente des états financiers établis en intégrant globalement Coface à chaque date d'arrêté.

1.23 Activité institutionnelle

Les emplois, ressources et engagements de la banque au titre de son activité institutionnelle sont identifiés au bilan et hors bilan en extrait de chacune des rubriques concernées par les procédures dont la gestion a été confiée à Natexis Banques Populaires par l'Etat.

La loi de finances rectificative pour 2001 (n° 2001-1276 du 28 décembre 2001), dans son article 84, prolonge jusqu'au 31 décembre 2005 la durée de la mission de Natexis Banques Populaires ou toutes sociétés qu'elle contrôle, de gérer un ensemble de procédures publiques pour compte de l'Etat. Les opérations relevant de ces missions font l'objet d'un enregistrement comptable distinct et certaines d'entre elles peuvent recevoir la garantie de l'Etat. Ces dispositions constituent le patrimoine de Natexis Banques Populaires affecté à la gestion des procédures et sur lequel l'Etat et les autres créanciers des procédures ont un droit spécifique.

S'agissant de Coface, les opérations d'assurance gérées pour le compte de l'Etat ne sont pas enregistrées au bilan, au hors-bilan ou au compte de résultat. Seule la rémunération de gestion perçue dans ce cadre figure au compte de résultat, dans la rubrique Commissions.

1.3. Méthode de consolidation

Les comptes des entreprises contrôlées de manière exclusive sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Les comptes des entreprises contrôlées de manière conjointe sont consolidés par la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles Natexis Banques Populaires exerce une influence notable (soit un pourcentage de contrôle généralement compris entre 20 % et 50 % inclus), sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

1.4. Dates de clôture

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes semestriels au 30 juin des sociétés du groupe.

1.5. Écarts d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une participation, la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition, amorti selon un plan approprié tenant compte des objectifs et des caractéristiques de l'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs et négatifs sont amortis linéairement sur une période n'excédant pas 10 ans. Pour les montants inférieurs à un million d'euros, l'amortissement se fait sur un an.

Périodiquement il est procédé à une réestimation des écarts d'acquisition positifs en vue de réviser, le cas échéant, le plan d'amortissement de l'écart. A ce titre il a été pratiqué un amortissement exceptionnel de 5,5 ME durant le semestre.

En cas de cession partielle des titres, l'écart d'acquisition restant à amortir, qu'il soit positif ou négatif, est repris au prorata des titres cédés.

La méthode dérogatoire prévue au § 215 du règlement CRC n° 99-07 a été utilisée pour l'acquisition de Natexis Bleichroeder Inc. dont l'écart d'acquisition a été imputé sur les capitaux propres.

Les écarts d'acquisition actif et passif font l'objet d'une information en note 9.

1.6. Conversion des comptes des filiales et succursales étrangères

Le bilan des filiales et succursales étrangères est converti en euros aux cours de fin d'exercice (cours indicatifs de la Banque de France), à l'exception du capital, des réserves et des dotations en capital qui sont convertis aux cours historiques. Les écarts de conversion qui en résultent sont portés dans les capitaux propres.

Les cours moyens de l'exercice (cours quotidiens indicatifs de la Banque de France) sont utilisés pour la conversion des produits et charges. La différence de valorisation des résultats de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture est également portée dans les capitaux propres dans la rubrique "écart de conversion".

1.7. Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail effectuées par les filiales de Natexis Banques Populaires spécialisées dans ce domaine, sont classées dans une rubrique spécifique pour leur valeur déterminée selon les principes de la comptabilité financière. L'impôt différé est calculé sur la totalité de la réserve financière.

1.8 Opérations de crédit-bail locataire

Natexis Banques Populaires a opté le 31 décembre 2000 pour le retraitement des opérations de crédit-bail locataire en retenant la méthode préférentielle. Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de crédit-bail (crédit preneur) sont retraitées en consolidation à l'actif du bilan en poste immobilisations corporelles lorsqu'elles sont significatives, et amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

1.9. Retraitements et opérations réciproques

Préalablement à la consolidation, les comptes sociaux des sociétés consolidées font, le cas échéant, l'objet de retraitements afin qu'ils soient mis en conformité avec les principes comptables du groupe décrits ci-après.

Les soldes réciproques, ainsi que les pertes et profits résultant d'opérations entre sociétés du groupe, sont éliminés.

Les principes comptables et les règles d'évaluation spécifiques aux activités non bancaires sont maintenus dans les comptes consolidés, notamment ceux applicables aux comptes des filiales d'assurance. Cependant, l'élimination des opérations réciproques entre ces filiales et les filiales bancaires conduit à rompre l'adossement entre les placements financiers et les provisions techniques que retranscrit le bilan des filiales d'assurance. Il en résulte que les provisions techniques sont couvertes par des actifs d'assurance et des actifs bancaires.

1.10. Autres provisions assimilées à des réserves

La provision spéciale de réévaluation et la provision pour investissement, constatées uniquement en application de la législation fiscale, sont incorporées aux réserves consolidées. Les variations annuelles de ces provisions sont extournées du compte de résultat.

1.11 Intégration globale des entreprises d'assurance

Depuis l'application au 1^{er} janvier 2001 du règlement 2000-05 portant sur la consolidation des entreprises d'assurance, les règles suivantes sont retenues pour l'intégration des comptes des filiales exerçant cette activité :

- les charges et produits font l'objet d'un classement par nature selon les principes bancaires et non par destination,
- les postes de bilan et de hors bilan sont présentés dans les postes de même nature que ceux existants selon le format bancaire.

Les éléments spécifiques à l'activité d'assurance sont regroupés sur les postes suivants :

- à l'actif, Placement des entreprises d'assurance, et au passif, Provisions techniques des entreprises d'assurance,
- au compte de résultat, Marge brute des activités d'assurance.

La réserve de capitalisation des entreprises d'assurance vie et prévoyance a été retraitée en capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2001 sous déduction d'un montant représentant un scénario d'évolution défavorable de la courbe des taux affectant les titres passibles de la réserve. Ce retraitement donne lieu à constatation d'une participation bénéficiaire différée à hauteur du risque calculé.

La provision pour égalisation de ces mêmes entreprises (Assurance Vie et Prévoyance) est éliminée et reclassée en réserves consolidées sauf pour la partie retenue dans le calcul du résultat technique reversé conventionnellement aux apporteurs de contrats.

Les variations de l'exercice de la réserve de capitalisation et de la provision pour égalisation sont extournées du résultat consolidé et donnent lieu à des dotations ou reprises sur les participations bénéficiaires différées et l'impôt différé constatés.

Jusqu'au 31 décembre 2000, la réserve de capitalisation et la provision pour égalisation figuraient intégralement parmi les provisions techniques.

A l'inverse, la provision pour égalisation constituée par Coface a été maintenue au passif en provision technique, dans la mesure où cette provision couvre un risque macro-économique de fluctuation de sinistralité sur plusieurs exercices.

En application de l'article R331-5-1 du Code des Assurances, une provision pour risque d'exigibilité a été constituée et enregistrée dans les comptes consolidés au titre des activités d'assurance pour un montant de 64 M€ dans les provisions techniques. En accord avec la Commission de contrôle des assurances, cette provision a été arrêtée à 53 % du montant total des moins-values latentes nettes des placements relevant de l'article R332-20 du Code des Assurances, non couvertes par la « provision pour dépréciation durable des placements » à l'actif du bilan.

1.12. Notes aux états financiers

Les données chiffrées mentionnées dans les notes sont exprimées en millions d'euros (sauf mention particulière).

NOTE 2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1. Prêts à la clientèle

Les prêts sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale. Les prêts consentis signés mais non encore versés sont enregistrés en hors bilan dans la catégorie "engagements de financement".

2.2. Politique de provisions

Depuis l'exercice 2000, Natexis Banques Populaires articule sa politique de couverture des risques autour de 3 niveaux de provisionnement :

A) Provisions individualisées

- Risques en capital

Lorsqu'il survient un risque de non recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des provisions pour dépréciations ou pour risques sont dotées au compte de résultat, au poste "coût du risque". Ces provisions sont déterminées sur la base d'examens trimestriels, dossier par dossier et pays par pays, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Pour les opérations de crédit-bail et assimilées, les plus et moins values de cession ainsi que les dotations et reprises de provision (biens loués et immobilisations temporairement non loués) sont inscrits en "produit net bancaire". Les indemnités de résiliation sont enregistrées au niveau des « intérêts et produits assimilés ». Seule la fraction en capital des loyers douteux est provisionnée en "coût du risque".

- Risques en intérêts

En application de la réglementation bancaire :

- Les intérêts courus et échus des prêts faisant l'objet d'une procédure judiciaire sont portés en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés. Si ces intérêts viennent à être payés, ils sont enregistrés dans cette rubrique lors de leur encaissement.
- Les intérêts concernant des clients pour lesquels des échéances restent impayées pendant plus de trois mois ou le cas échéant six et neuf mois, sont également provisionnés pour leur totalité en minoration des comptes d'intérêts dans lesquels ils ont été enregistrés initialement.
- Par contagion, l'encours en capital de ces clients est classé en créances douteuses même si l'analyse du risque ne conduit pas à provisionner le risque en capital.
- Il en est de même pour les biens loués en crédit-bail ; ils sont déclassés en créances douteuses pour leur montant d'encours financier lorsqu'il existe une échéance de loyer ou de frais accessoires impayée depuis plus de trois mois (mobilier) ou six mois (immobilier).

- Retraitement des risques souverains de l'ex BFCE

En 1991 et 1992, il a été procédé sur les actifs de l'ex- BFCE à des opérations de retraitement des risques souverains selon deux schémas, l'un de "sortie de bilan" (defeasance), l'autre "d'option de vente". A cette fin, deux structures ont été créées, Edval pour la defeasance et Worledge pour l'option de vente et ces 2 structures ont été consolidées pour la première fois au 31 décembre 2002. La consolidation de ces sociétés en application du § 10052 du règlement CRC 99-07, relatif aux entités ad-hoc, implique une révision du niveau de provisionnement des crédits à risques objets de l'option de vente.

A l'actif du bilan consolidé, l'encours net des crédits optionnés est couvert par les titres coupons zéros détenus par ces entités. L'évolution du résultat de ces entités est uniquement fonction de la prise de

valeur des titres coupons zéros jusqu'à leur valeur de remboursement atteinte en 2014, date à laquelle le montage prend fin. Sur cette période la prise de valeur des titres compense exactement un provisionnement à 100 % des créances optionnées assurant une neutralité complète du résultat et l'équilibre de la trésorerie nécessaire au refinancement de ces opérations.

Dès lors, le résultat du semestre de ces filiales (produit de 2,4 M€) a été affecté en totalité à une dotation complémentaire aux provisions pour risques pays en vertu de l'équilibre entre les charges de provisionnement et les produits des entités.

Au 30 juin 2003 l'encours net des créances optionnées s'élève à 72 M€ (brut 147 M€, provisions 75 M€) alors que le portefeuille de créances de defeasance a été totalement cédé sur le marché secondaire.

B) Provisions sectorielles et géographiques

- 1/ Les provisions sectorielles et géographiques couvrent certains domaines d'activité de Natexis Banques Populaires présentant des risques potentiels futurs mais non avérés. Elles intègrent notamment les provisions fiscales pour risques pays. Ces domaines, et le niveau de provisionnement, ont vocation à évoluer dans le temps en fonction des cycles économiques des différents secteurs d'activité et géographiques.

- 2/ Les créances du groupe comportant des risques souverains et n'ayant pas fait l'objet des retraitements évoqués au paragraphe A sont périodiquement analysées et provisionnées en tenant compte de la méthodologie préconisée par les autorités de tutelle et de l'estimation de la valeur de ces créances sur le marché secondaire des risques pays.

C) Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)

Pour compléter la couverture générale de ses risques, Natexis Banques Populaires constitue un fonds pour risques bancaires généraux qui a supporté l'impôt.

2.3. Opérations de titrisation

Les opérations de titrisation en cours ont pour effet de transférer le risque de crédit sans céder les portefeuilles de référence. Il s'agit d'opérations de titrisation synthétique à base de dérivés de crédits conclus avec des banques tierces conjointement avec des entités ad hoc. Les dérivés de crédits sont assimilés dans leur principe à des assurances crédits et fournissent une protection contre le risque de signature (faillite, restructuration des termes d'un actif de référence et incapacité de payer) sur les débiteurs composant le portefeuille. Les entités ad hoc ne sont pas consolidées car leurs comptes ne reflètent que la protection accordée à Natexis Banques Populaires et sa couverture sur les marchés, le risque résiduel étant assuré par les investisseurs qui financent l'entité.

2.4. Créances, dettes et engagements libellés en devises

Les créances, dettes et engagements de hors bilan, sont convertis en euros aux cours en vigueur à la date d'arrêté des comptes. La différence de change est directement inscrite en résultat. En revanche, les différences de change mises en évidence lors de la conversion des emprunts bénéficiant de la garantie de change de l'Etat ou afférentes à l'activité institutionnelle sont inscrites en comptes de régularisation.

2.5. Portefeuille-titres

a) Opérations sur titres (transaction, placement, investissement)

Les règles suivantes sont applicables quel que soit le support juridique utilisé (action, obligation, bon du trésor, certificat de dépôt, billet à ordre négociable, titre de créance négociable, etc.) et sont fonction de la finalité des opérations :

- Titres de transaction : il s'agit des titres acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance et qui sont négociables sur des marchés dont la liquidité est assurée. Les titres sont comptabilisés au prix de transaction (frais et, le cas échéant, intérêts courus compris). A chaque date d'arrêté comptable, ils sont évalués en valeur de marché et le solde global des écarts d'évaluation est porté au compte de résultat en charges ou en produits. S'ils viennent à être détenus plus de 6 mois, ils sont transférés en titres de placement au prix de marché du jour de reclassement.
- Titres de placement : ces titres sont acquis avec une intention de détention supérieure à 6 mois ; ils sont évalués individuellement à la clôture de l'exercice au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur estimative. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provisions, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition, coupons courus exclus, et la valeur de remboursement est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement.
- Titres d'investissement : les titres d'investissement correspondent à des titres à revenu fixe que la société a acquis avec l'intention de les détenir de façon durable et font l'objet soit d'un financement spécifique soit d'une couverture adéquate en matière de risque de taux. Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupons courus exclus, et l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement.

Conformément aux prescriptions réglementaires, les moins-values latentes ne sont pas provisionnées sauf s'il est prévu de céder ces titres à brève échéance, dans ce cas la provision couvre un risque de marché et est dotée en "résultat sur actifs immobilisés" ou s'il existe un risque de défaillance de la contrepartie auquel cas la dotation est classée en "coût du risque".

- Actions propres : les achats visent quatre finalités, d'abord la régularisation du cours de l'action par intervention en contre-tendance, ensuite les interventions en fonction des situations de marché, puis l'accompagnement d'opérations de croissance externe, enfin l'attribution d'actions aux salariés du groupe dans le cadre du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise.

b) Titres de participation non consolidés et titres de l'activité de portefeuille (TAP)

- Les titres de participation non consolidés : ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'usage à la date d'arrêté ou de leur coût d'acquisition. La valeur d'usage à la date d'arrêté est déterminée en fonction de critères tels que l'actif net réévalué et la rentabilité des sociétés concernées.
- Les titres de l'activité de portefeuille "TAP" : ces titres sont acquis dans le but d'en retirer, à plus ou moins long terme, une rentabilité ou un rendement satisfaisant. Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font, le cas échéant, l'objet d'une provision pour dépréciation pour que leur valeur au bilan n'excède pas leur valeur estimative (valeur de transaction récente, valeur de rentabilité, valeur boursière ou autre méthode de valorisation retenue lors de l'acquisition).

2.6. Revenus du portefeuille-titres, corrections de valeur et résultats de cession

- Les produits des titres à revenu variable sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement.
- Les produits des titres à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus.
- Les corrections de valeur et résultats de cession des titres sont enregistrés dans des rubriques spécifiques selon la nature des opérations :
- titres de transaction, titres de placement et TAP : "gains ou pertes" les concernant, en produit net bancaire.
- titres d'investissement : en coût du risque d'une part, lorsque les corrections de valeur correspondent à un risque de contrepartie, en gains ou pertes sur actifs immobilisés d'autre part, pour les corrections de valeur afférentes à un risque de marché et pour l'ensemble des résultats de cession.
- titres de participation et autres titres détenus à long terme : en gains ou pertes sur actifs immobilisés

2.7. Immobilisations

Immobilisations d'exploitation

- Les immobilisations de l'ancien Crédit National acquises avant le 31 décembre 1976 sont comptabilisées à leur valeur d'utilité déterminée lors de la réévaluation légale de 1976. Celles acquises depuis cette date sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations de l'ancienne BFCE sont enregistrées, dans les comptes consolidés du groupe, à leur valeur d'utilité, déterminée lors de l'acquisition de la BFCE par le Crédit National.

Les immobilisations de l'ex Caisse Centrale des Banques Populaires ont été apportées pour leur valeur nette comptable suite à l'apport partiel d'actif.

- Les immobilisations corporelles sont amorties, principalement selon le mode linéaire, sur leurs durées estimées d'utilisation.

Constructions d'exploitation	25 à 40 ans
Autres immobilisations corporelles	5 à 10 ans

- Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les valeurs de réseaux du groupe Coface calculées sur la base de 40 % du chiffre d'affaires pour les sociétés d'assurance, et sur la base d'une analyse multicritères de valorisation (flux financiers nets actualisés, multiple PER, multiple chiffre d'affaires) pour les sociétés de services (information et gestions de créances). Ces valeurs de réseaux ne font pas l'objet d'un amortissement annuel mais d'un test de dépréciation effectué annuellement.

Immobilisations hors exploitation

Elles sont amorties sur leurs durées estimées d'utilisation soit 30 à 40 ans.

Conformément à la lettre du Secrétaire Général de la Commission Bancaire en date du 21 octobre 1997, les actifs immobiliers hors exploitation, y compris les immeubles dits de patrimoine ou de rapport ont été provisionnés immeuble par immeuble lorsqu'il apparaissait un risque de moins-values latentes.

Les immeubles dits de patrimoine ou de rapport du groupe Natexis Banques Populaires sont pour la quasi-totalité enregistrés aux bilans de sociétés immobilières, qui, comme il est précisé dans la note 1.3, sont consolidées par la méthode de l'intégration globale car elles sont placées sous contrôle exclusif du groupe.

Immeubles faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail

Les immeubles loués en crédit-bail font l'objet, conformément à la lettre évoquée ci-dessus, d'un provisionnement lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur estimée de marché et lorsqu'il existe un risque probable ou certain que l'immeuble, objet du contrat, demeure à terme la propriété du crédit-bailleur.

Matériels et logiciels informatiques

Le matériel informatique est amorti selon le mode dégressif sur 5 ans.

Les logiciels acquis sont amortis sur 1 an en mode linéaire.

Le coût interne des développements des programmes informatiques est comptabilisé directement en charge de l'exercice lorsqu'ils sont destinés à un usage interne ; lorsqu'ils sont destinés à un usage commercial, les coûts sont immobilisés et amortis selon une durée d'usage appropriée.

2.8. Titres subordonnés à terme ou à durée indéterminée

Le groupe a émis des titres subordonnés à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement, en cas de liquidation, n'intervient qu'après le désintéressement des autres créanciers.

Lorsque des titres subordonnés à durée indéterminée sont assimilés à des titres amortissables, chaque paiement d'échéance a été décomposé en une fraction d'amortissement venant en élément soustractif du montant nominal et une fraction d'intérêts qui figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilés.

2.9. Titres participatifs

La rémunération servie sur les titres participatifs émis est assimilée à des intérêts et inscrite, prorata temporis, en charge au compte de résultat.

2.10. Intérêts, primes, lots et commissions

Les intérêts, les primes et lots et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis. Les autres commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement.

2.11. Primes d'aménagement de taux et de remboursement anticipé de prêts clientèle

Les primes d'aménagement de taux et les indemnités de remboursement anticipé sont considérées comme des intérêts perçus d'avance et comptabilisés dans le compte de résultat par année au prorata des pertes d'intérêts résultant du calendrier contractuel des prêts en cause.

2.12. Frais d'émission d'emprunt et frais d'augmentation de capital

- Conformément à l'option fiscale offerte par la loi du 8 août 1994 et à l'évolution de la nature des frais d'émission d'emprunts qui représentent essentiellement un complément du coût de refinancement, le groupe Natexis Banques Populaires étale cette charge sur la durée de vie des emprunts pour les opérations réalisées depuis le 1er janvier 1994.
- Les frais liés aux augmentations de capital de la société mère sont imputés nets d'impôts sur la prime d'émission. Les frais d'augmentation de capital des filiales sont comptabilisés dans les charges de l'exercice.

2.13. Instruments financiers à terme fermes et conditionnels pour compte propre de Natexis Banques Populaires

Le montant notionnel de ces instruments est inscrit au hors bilan à des fins de suivis interne et réglementaire mais ne figure pas parmi les engagements de hors bilan publié. L'information concernant ces instruments est disponible dans les notes annexes.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon les instruments et les intentions d'origine (opérations de couverture ou de marché) :

a) Opérations d'échange de taux :

Ces opérations sont réalisées selon quatre finalités :

- micro-couverture (couverture affectée)
 - macro-couverture (gestion globale de bilan)
 - positions spéculatives
 - gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction
- Les deux premières catégories sont assimilées, au niveau du compte de résultat, à des opérations de prêts ou d'emprunts et les montants perçus ou payés sont incorporés prorata temporis dans le compte de résultat.
 - Le traitement comptable des positions spéculatives est identique pour les intérêts mais les moins-values constatées en date d'arrêté par rapport à la valeur de marché des contrats, sont enregistrées en résultat par voie de provision, contrairement aux opérations de couverture.
 - La dernière catégorie fait l'objet d'une évaluation instrument par instrument à la valeur du marché. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat. L'évaluation est corrigée des risques de contrepartie et de la valeur actualisée des charges de gestion futures afférentes aux contrats.

b) Opérations d'échange de devises :

- Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.
- Les opérations de change à terme de couverture font l'objet d'un enregistrement prorata temporis en compte de résultat soit sous forme de report et déport lorsqu'elles sont réalisées dans le cadre de l'activité commerciale, soit sous forme d'intérêts courus lorsqu'elles ont vocation à couvrir des actifs ou des passifs à long terme en devises.

c) Options (taux, change, actions) et contrats à terme :

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert.

Dans le cas des opérations de marché, les positions sur une classe d'options ou de contrats à terme sont revalorisées en date de situation. S'il s'agit de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé, les variations de valeur de la position sont directement inscrites en compte de résultat. S'il s'agit de produits traités sur des marchés de gré à gré, seule une éventuelle décote constatée sur la position est enregistrée en résultat par voie de provision sur instruments financiers, les produits latents n'étant pas comptabilisés.

d) Activité institutionnelle :

Les engagements susceptibles d'être pris dans ce cadre vis-à-vis des banques octroyant directement des crédits export financés en devises, pour leur garantir une stabilisation du taux de leurs ressources, ne figurent pas au hors bilan publié. Les charges et produits sur opérations relevant de l'activité institutionnelle (swaps et garanties de stabilisation de taux) sont directement imputés ou versés au Trésor Public selon les modalités fixées conventionnellement avec celui-ci.

2.14. Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

2.15. Impôt sur les sociétés

La charge de l'impôt du semestre est déterminée conformément à la recommandation 99R01 du CNC relative aux comptes intermédiaires et comprend :

- l'impôt exigible des différentes sociétés françaises , au taux de 35,43 % , au taux en vigueur localement pour les sociétés et succursales étrangères.
- l'impôt différé résultant des différences temporaires existant dans les comptes semestriels ou dû à des retraitements spécifiques à la consolidation et calculé selon la méthode du report variable.

La compensation des actifs et passifs d'impôts différés se fait au sein d'une même entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. La règle de prudence consiste à ne pas constater d'impôts différés actifs nets qui ne pourraient être effectivement utilisés dans l'avenir en réduction de la charge d'impôt globale. En application de ce principe l'effet des déficits reportables n'est pas pris en compte, de même qu'il est présumé que l'économie future d'impôt ne pourra pas être récupérée si l'entité fiscale a enregistré des pertes fiscales au cours des deux derniers exercices.

Tous les décalages ont été retenus quelque soit la date de récupération ou d'exigibilité.

Le solde net d'impôt différé figure à l'actif en compte de régularisation.

2.16. Passifs sociaux et engagements en matière de retraite

- Les passifs sociaux provisionnés comprennent, pour l'essentiel :
 - . les indemnités et congés de fin de carrière,
 - . les allocations pour préretraite et complément sur retraite,
 - . les allocations de cessation d'activité des travailleurs salariés,
 - . la part patronale à verser aux mutuelles pour les retraités et préretraités,
 - . les médailles du travail.

Ces engagements sont calculés sur la base des paramètres suivants :

- . prise en compte des droits acquis,
- . taux d'actualisation de 4,75% à 5%,
- . table de mortalité : TV 88/90,
- . derniers salaires connus, y compris charges patronales,
- . taux de rotation du personnel fonction de l'historique.

Conformément à l'avis n° 2000-C du Comité d'urgence, le provisionnement intégral des engagements de retraite, méthode retenue comme préférentielle selon le règlement CRC 99-07, a été effectué par prélèvement sur les capitaux propres d'ouverture de l'exercice 2000.

L'écart entre les engagements de retraite au 1^{er} janvier 2000 et la somme des réserves des caisses de retraite et des provisions constituées à cet effet dans les comptes sociaux des entités concernées s'élevait à 24 millions d'euros, net d'impôt différé actif.

Suite à l'harmonisation des régimes d'attribution des médailles du travail entre les différentes entités de Natexis Banques Populaires, un traitement identique a été appliqué au cours de l'exercice 2001 à ces engagements. Le prélèvement sur les capitaux propres a été de 5.7 millions d'euros net d'impôt différé actif.

2.17 Changements de méthode comptable

Le règlement 2000.06 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux passifs a été appliqué pour la première fois au 1^{er} janvier 2002. Ce règlement détermine les conditions de reconnaissance des provisions pour risques et charges non directement liées à des opérations bancaires ou connexes et définit un passif « comme une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci ».

L'application de ce nouveau règlement n'a eu aucune incidence sur les comptes consolidés au 31 décembre 2002, ni sur le montant des provisions pour risques et charges figurant au passif du bilan consolidé à l'ouverture de l'exercice 2002.

Le règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable, portant notamment sur les modalités de classification des créances douteuses et le traitement comptable des créances restructurées à des conditions hors marché, s'applique à compter du 1^{er} janvier 2003. Le recensement des crédits affectés par ce règlement a été effectué, à l'exception de certains crédits internationaux pour lesquels le traitement comptable doit être précisé par le Conseil National de la Comptabilité. Sur la base des travaux effectués et qui seront complétés pour la clôture de l'exercice en cours, l'application de ce règlement devrait être sans incidence significative sur les capitaux propres d'ouverture et le résultat consolidé au 30 juin 2003.

Le règlement n° 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs est applicable à compter du 1^{er} janvier 2005. Natexis Banques Populaires n'a pas retenu la possibilité offerte d'appliquer ce texte par anticipation. Ce règlement comporte des dispositions transitoires cependant applicables à compter du 1^{er} janvier 2003 et portant sur les dépenses faisant l'objet de programmes pluriannuels de grosses réparations ou de grandes révisions ainsi que les dépenses de renouvellement. Les modalités de mise en œuvre de ces dispositions, qui sont susceptibles d'affecter les actifs immobiliers du groupe, sont en cours d'analyse et devraient être arrêtées pour la clôture du 31 décembre 2003.

Note 2bis : Comptes consolidés comparés intégrant Coface

Ces comptes ont été établis en incluant Coface selon la méthode de l'intégration globale pour Chacune des trois périodes

Bilans consolidés comparés avec Coface en intégration globale

En millions d'euros	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
A C T I F			
Opérations interbancaires et assimilées	41 881	42 073	51 470
<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>1 340</i>	<i>1 379</i>	<i>1 511</i>
Opérations avec la clientèle	39 608	33 021	35 155
<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>65</i>	<i>96</i>	<i>146</i>
Opérations de crédit-bail et assimilées	5 408	5 404	5 257
Obligations, actions , autres titres à revenu fixe et variable	18 686	19 166	21 331
Placements des entreprises d'assurance	20 054	19 176	18 558
Participations , parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme	1 718	1 685	571
Immobilisations corporelles et incorporelles	958	971	935
Ecarts d'acquisition	402	418	431
Comptes de régularisation et actifs divers	11 939	11 474	12 538
<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>43</i>	<i>0</i>	<i>3</i>
TOTAL ACTIF	140 654	133 388	146 246
<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>1 448</i>	<i>1 475</i>	<i>1 660</i>
En millions d'euros	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
P A S S I F			
Opérations interbancaires et assimilées	33 017	46 184	45 468
<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>1 300</i>	<i>1 453</i>	<i>1 130</i>
Opérations avec la clientèle	38 279	22 821	32 340
<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>161</i>	<i>106</i>	<i>153</i>
Dettes représentées par un titre	26 058	23 621	25 220
<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>305</i>
Provisions techniques des entreprises d'assurance	19 766	18 997	18 560
Comptes de régularisation et passifs divers	15 441	13 951	17 061
<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>126</i>	<i>108</i>	<i>165</i>
Ecarts d'acquisition	83	89	96
Provisions pour risques et charges	775	796	770
Dettes subordonnées	2 537	2 209	2 207
Fonds pour risques bancaires généraux	242	242	244
Intérêts minoritaires	668	726	590
Capitaux propres part du Groupe (hors FRBG)	3 788	3 752	3 690
<i>Capital souscrit</i>	<i>763</i>	<i>759</i>	<i>721</i>
<i>Primes d'émission</i>	<i>1 764</i>	<i>1 750</i>	<i>1 618</i>
<i>Réserves consolidées et autres</i>	<i>1 150</i>	<i>1 136</i>	<i>1 262</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>111</i>	<i>107</i>	<i>89</i>
TOTAL PASSIF	140 654	133 388	146 246
<i>dont activité institutionnelle</i>	<i>1 587</i>	<i>1 667</i>	<i>1 753</i>

Hors-bilan consolidés comparés avec Coface en intégration globale

En millions d'euros	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
Engagements donnés			
Engagements donnés de l'activité bancaire	39 674	37 086	37 496
-Engagements de financement donnés en faveur :	23 071	21 386	20 303
d'établissements de crédit	4 924	3 614	3 625
de la clientèle	18 147	17 772	16 678
<i>dont activité institutionnelle</i>		0	-
-Engagements de garantie donnés en faveur:	15 079	15 237	15 539
d'établissements de crédit	1 716	1 687	1 805
de la clientèle	13 363	13 550	13 734
<i>dont activité institutionnelle</i>	7	9	13
-Engagements sur titres donnés	1 524	463	1 654
dont titres acquis avec faculté de rachat	-	-	-
Engagements reçus			
Engagements reçus de l'activité bancaire	8 976	4 899	9 468
-Engagements de financement reçus	3 321	964	3 071
d'établissements de crédit			
-Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	4 208	3 499	2 885
-Engagements sur titres reçus	1 447	436	3 512
dont titres vendus avec faculté de rachat	-	-	-

Résultats consolidés comparés avec Coface en intégration globale

En millions d'euros	30/06/03	30/06/02	31/12/02
Intérêts et produits assimilés	2 385	2 803	5 747
Intérêts et charges assimilées	(1 975)	(2 488)	(5 068)
Revenus des titres à revenu variable	19	26	40
Commissions nettes	287	271	501
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	(73)	97	(59)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	60	(22)	4
Autres produits (charges) d'exploitation bancaire nets (nettes)	31	35	116
Marge brute des activités d'assurance	322	275	555
Produits nets des autres activités	79	73	150
PRODUIT NET BANCAIRE	1 135	1 070	1 986
Charges générales d'exploitation	(792)	(757)	(1 556)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	(37)	(38)	(75)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	306	275	355
Coût du risque	(103)	(86)	(193)
RESULTAT D'EXPLOITATION	203	189	162
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	5	2	4
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	9	13	53
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	217	204	219
Résultat exceptionnel	(9)	(35)	(16)
Impôt sur les bénéfices	(43)	(56)	(17)
Amortissement des écarts d'acquisition	(27)	(19)	(41)
Dotations/Reprises au F R B G	-	19	21
Intérêts minoritaires	(27)	(24)	(59)
RESULTAT NET- PART DU GROUPE	111	89	107

résultat par action

4.68 4.00 2.31

Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre moyen d'actions sur l'exercice

résultat dilué par action

4.68 3.94 2.18

Résultat net consolidé - part du groupe - par action, calculé en retenant le nombre d'actions à la clôture de l'exercice

Note 3 : Opérations interbancaires et assimilés

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Caisse ,CCP, banques centrales	253	223	67
Effets publics et valeurs assimilées (1)	4 213	4 893	6 311
Titres de transaction	1 877	1 113	2 521
Titres de placement	1 787	2 769	3 137
Titres d'investissement (2)	488	881	556
Créances rattachées (3)	62	130	97
Créances sur établissements de crédit (4)	37 415	36 968	45 668
A vue	4 294	3 656	5 651
A terme	32 868	32 713	39 738
Créances douteuses	89	90	107
Créances rattachées	226	571	237
Provisions sur créances douteuses	(62)	(62)	(65)
Total	41 881	42 084	52 046

(1) Après provision des :	(6)	(9)	(14)
Titres de placement	(6)	(9)	(14)
Titres d'investissement			-
(2) Dont cessions avant l'échéance :	(431)	(199)	(87)
(3) Dont créances rattachées sur :	62	130	97
Titres de placement	45	117	81
Titres d'investissement	17	13	16
(4) dont créances subordonnées :	115	18	13
saines	115	15	10
douteuses		-	
créances rattachées		3	3

Note 4 : Opérations avec la clientèle et opérations de crédit bail et assimilées

	30/06/2003	31/12/2002	30/06/02
Comptes ordinaires débiteurs	3 609	3 679	4 220
Créances commerciales	583	651	668
Affacturage	1 909	1 705	1 698
Autres concours à la clientèle	32 634	26 199	26 446
Créances rattachées et valeurs non imputées	404	274	1 357
Créances douteuses	1 151	1 176	1 173
Provisions sur créances douteuses	(682)	(663)	(681)
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	39 608	33 021	34 881
Crédit bail et location simple	5 492	5 482	5 297
Créances rattachées	92	98	124
Provisions sur créances	(176)	(176)	(164)
OPERATIONS DE CREDIT BAIL ET ASSIMILEES	5 408	5 404	5 257

Note 4-1 : Autres concours à la clientèle

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Crédits de trésorerie et à la consommation	10 966	10 807	10 892
Crédits à l'équipement	3 087	3 232	3 515
Crédits à l'export	1 256	1 412	1 599
Crédits à l'habitat	108	152	162
Titres reçus en pension	11 806	4 406	4 105
Prêts subordonnés	314	230	235
Autres crédits	5 097	5 960	5 938
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	32 634	26 199	26 446

Note 4-2 : Opérations de crédit-bail et assimilés

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Crédit-bail immobilier	3 363	3 411	3 365
Encours	3 170	3 214	3 166
Biens temporairement non loués et créances douteuses	252	253	222
Créances rattachées	87	94	119
Provision pour dépréciation des biens	(12)	(16)	(17)
Provision pour dépréciation des créances douteuses	(134)	(134)	(125)
Crédit-bail mobilier	1 453	1 404	1 331
Encours	1 408	1 400	1 327
Biens temporairement non loués et créances douteuses	68	24	20
Créances rattachées	3	3	4
Provision pour dépréciation des biens	(10)	(12)	(10)
Provision pour dépréciation des créances douteuses	(15)	(11)	(10)
Location simple financière	592	589	561
Encours	584	588	559
Biens temporairement non loués et créances douteuses	10	3	3
Créances rattachées	2	1	1
Provision pour dépréciation des biens	(2)	(1)	0
Provision pour dépréciation des créances douteuses	(2)	(2)	(2)
TOTAL	5 408	5 404	5 257

Note 4-3 : Créances douteuses, douteuses compromises et provisions pour dépréciation

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Créances douteuses sur les établissements de crédit	27	29	42
Créances douteuses brutes	4	37	107
Provisions pour créances douteuses	(0)	(20)	(65)
Créances douteuses compromises brutes	85	54	
Provisions pour créances douteuses compromises	(62)	(41)	
Créances douteuses sur prêts à la clientèle	469	512	492
Créances douteuses brutes	357	398	1 173
Provisions pour créances douteuses	(155)	(138)	(681)
Créances douteuses compromises brutes	794	777	
Provisions pour créances douteuses compromises	(527)	(524)	
Créances douteuses sur opérations de crédit-bail et assimilées	155	104	80
Créances douteuses brutes	86	47	244
Provisions pour créances douteuses	(36)	(34)	(164)
Créances douteuses compromises brutes	245	233	
Provisions pour créances douteuses compromises	(140)	(142)	
Taux de couverture :			
Provisions pour créances douteuses sur créances douteuses brutes	43%	40%	60%
Provisions pour créances douteuses compromises sur créances douteuses compromises brutes	65%	67%	
Provisions pour créances douteuses totales sur créances douteuses totales brutes	58,6%	58,3%	59,7%

L'identification des encours douteux compromis et des provisions pour dépréciation des encours douteux compromis est réalisée exclusivement au 30 juin 2003 et au 31 décembre 2002

Note 5 : Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable

	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
Titres de transaction (1)	4 718	3 009	5 521
. Actions et autres titres à revenu variable	579	360	509
. Obligations et autres titres à revenu fixe	4 139	2 649	5 012
Titres de placement (2)	5 864	6 785	6 395
. Actions et autres titres à revenu variable	616	1 017	946
. Obligations et autres titres à revenu fixe	5 248	5 768	5 449
Titres d'investissement (3)	7 186	8 426	8 490
Titres de l'activité de portefeuille (5)	797	795	770
Créances rattachées (4)	121	151	152
TOTAL	18 686	19 166	21 328

(1) <i>dont :</i>			
<i>créances représentatives des titres prêtés transferts en titres de placement</i>	526	281	765
(2) <i>dont :</i>			
<i>cotés</i>	4 432	5 320	4 956
<i>créances représentatives des titres prêtés transferts de titres de transaction</i>			-
<i>transferts de / vers titres d'investissement subordonnés</i>		18	5
<i>émis par des organismes publics</i>	49	51	54
<i>actions propres</i>	71	71	-
<i>plus-values latentes correspondant à la différence entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition</i>		4	42
<i>moins-values latentes ayant fait l'objet d'une provision au bilan</i>	2	38	11
	(108)	(103)	(135)
(3) <i>dont :</i>			
<i>cotés</i>	5 775	5 451	6 778
<i>transferts de / vers titres de placement subordonnés</i>	-	(18)	(5)
<i>émis par des organismes publics</i>			5
<i>titres douteux</i>	1 873	742	640
<i>provision</i>	138	92	80
<i>cessions avant l'échéance</i>	(63)	(50)	(38)
	(1 196)	(1 104)	(706)
(4) <i>Après provision de</i>	(4)	(3)	(1)
(5) <i>dont :</i>			
<i>cotés</i>	51	22	161
<i>Après provision de</i>	(216)	(210)	(170)

Note 5 suite

Valeurs estimatives des titres de l'activité de portefeuille :

Fractions du portefeuille évaluées
 . au cours de bourse
 . d'après d'autres méthodes
 Total . (5)

30/06/2003		31/12/2002		30/06/2002	
Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable nette	Valeur estimative
51	51	22	31	161	172
746	937	773	909	609	777
797	988	795	940	770	949

Note 5-1 : Titres douteux, douteux compromis et provisions pour dépréciation

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Titres de placement-nets de provisions	7	6	11
Titres douteux bruts	0	26	73
Provisions pour titres douteux	0	(24)	(62)
Titres douteux compromis bruts	69	49	
Provisions pour titres douteux compromis	(62)	(45)	
Titres d'investissement-nets de provisions	76	43	42
Titres douteux bruts	82	48	81
Provisions pour titres douteux	(31)	(32)	(39)
Titres douteux compromis bruts	60	47	
Provisions pour titres douteux compromis	(35)	(20)	
Taux de couverture :			
Provisions pour titres douteux sur titres douteux bruts	38%	76%	
Provisions pour titres douteux compromis sur titres douteux compromis bruts	75%	68%	
Provisions pour titres douteux sur titres douteux bruts - toutes natures	61%	71%	66%

L'identification des titres douteux compromis et des provisions pour dépréciation des titres douteux compromis est réalisée exclusivement au 30 juin 2003 et au 31 décembre 2002

Note 6 : opérations des entreprises d'assurance

Actif - Placements et actifs divers des entreprises d'assurance

	30/06/03	31/12/02	30/06/2002
- Placements des entreprises d'assurance			
Terrains et constructions	485	613	392
Titres de participation non consolidés	27	39	-
Autres placements	16 595	15 756	14 277
Créances sur dépôts des entreprises cédantes	2	2	2
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes	2945	2771	2947
Total Placements dans les entreprises d'assurance	20 054	19 181	17 618
- Comptes de régularisation et actifs divers	11 939	11 458	11 777
Dont parts des réassureurs dans les provisions techniques			
Contrats Vie	2 293	2 300	2 289
Contrats non-Vie	299	341	3
Total parts des réassureurs dans les provisions techniques	2 592	2 641	2 292
Total	22 646	21 822	19 910

A partir du 31 décembre 2002, les parts des réassureurs dans les provisions techniques ont été transférées des placements des entreprises d'assurance vers les comptes de régularisation et actifs divers, alors que les créances sur dépôts auprès des entreprises cédantes ont été transférées des comptes de régularisation et actifs divers vers les placements des entreprises d'assurance. Les soldes de ces postes au 30 juin 2002 intègrent également ce reclassement afin d'assurer la comparabilité des exercices. Ce reclassement s'élève pour le 30 juin 2002 à 2 290 millions d'euros.

Les placements d'assurance constitutifs de ressources émises par d'autres établissements du Groupe ont été annulés au titre de l'élimination des opérations réciproques.

Passif - Provisions techniques des entreprises d'assurance

	30/06/03	31/12/02	30/06/2002
Provisions mathématiques	18 676	17 884	17 371
<i>dont :</i>			
- assurance-vie	15 534	14 935	14 335
- assurance IARD	163	128	10
- représentatives de contrats en unités de comptes	2 980	2 821	3 026
Provisions pour sinistres	770	833	98
Provisions pour participation aux bénéfices	97	91	110
Autres provisions techniques	102	101	3
Provisions d'égalisation (1)	121	88	-
Total	19 766	18 997	17 582

(1) Le traitement de cette provision est exposé à la note 1.11

Note 7 : Participations, parts dans les entreprises liées, autre titres détenus à long terme

	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
Titres mis en équivalence			
activités de capital risque	24	27	25
+X Développement	11	12	11
IDF Nord Croissance	6	6	6
Sofinnova	-	2	1
Sud-Est Croissance	7	7	7
autres	-	0	0
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>	<i>(1)</i>
activités d'assurance	33	28	96
Pôle COFACE (1)	13	15	83
Pôle Natexis Assurances	20	13	13
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	<i>6</i>	<i>4</i>	<i>2</i>
activités services financiers	7	6	7
OFIVM	7	7	7
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	<i>-</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>
autres activités	1	1	1
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Sous Total	65	62	129
<i>dont quote-part dans le résultat</i>	<i>5</i>	<i>3</i>	<i>1</i>
Autres Participations, parts dans les entreprises liées et titres détenus à long terme			
Participations (2) (3)	367	358	383
Créances rattachées (4)	1 286	1 266	128
Sous Total	1 653	1 624	511
Total	1 718	1 686	640
<i>Après Provisions de</i>	<i>(112)</i>	<i>(101)</i>	<i>(88)</i>

(1) Titres COFACE SA mis en équivalence pour le 30 juin 2002.

Titres mis en équivalence du groupe consolidé COFACE à partir du 31 décembre 2002.

(2) Dont participations non consolidées détenues dans des établissements de crédits

52 56 67

(3) Dont titres cotés

50 56 98

(4) Dont avance d'actionnaires à la société Ecrinvest 4 dans le cadre de l'opération de portage des titres Vivendi Universal Publishing pour 1 250 millions d'euros à partir de décembre 2002.

Note 7-1 : Titres de participations et de filiales non consolidées

	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
Principales participations :			
Soparind	43	43	43
Sicovam Holding	30	30	30
IKB Deutsche Industriebank	29	29	29
Athlon Groep	23	23	23
SCI Colomb Magellan	22	21	38
Finantia	15	15	15
Euronext (SBF)	-	-	15
Autres titres :	205	197	190
Total	367	358	383

Note 8 : Immobilisations

	30/06/03			31/12/02			30/06/02		
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Brut	Amortissements et provisions	Net	Brut	Amortissements et provisions	Net
Immobilisations d'exploitation									
. Immobilisations incorporelles	566	(134)	432	560	(126)	434	142	(90)	52
. Immobilisations corporelles	684	(297)	387	692	(300)	392	555	(216)	339
Total	1 250	(431)	819	1 252	(426)	826	697	(306)	391
Immobilisations hors exploitation	28	(5)	23	29	(5)	24	29	(5)	24
Immobilisations données en location simple non financière	221	(105)	116	226	(105)	121	241	(115)	126
Total des immobilisations	1 499	(541)	958	1 507	(536)	971	967	(426)	541

	31/12/02	acquisitions	cessions	changement de périmètre	autres	30/06/03
Valeurs brutes						
Immobilisations incorporelles d'exploitation :	560	12	(2)	0	(4)	566
. fonds de commerce	388					388
. Logiciels	155	9	(1)		(2)	161
. Autres immobilisations incorporelle	17	3	(1)		(2)	17
Immobilisations corporelles d'exploitation :	692	29	(14)	(20)	(3)	684
. terrains et constructions d'exploitation	349	18			1	368
. autres immobilisations corporelles d'exploitation	343	11	(14)	(20)	(4)	316
Immobilisations corporelles hors exploitation :	29	0	(1)	0	0	28
. terrains et constructions hors exploitation	26		(1)			25
. autres immobilisations corporelles hors exploitation	3					3
. immobilisations données en location simple non financière	226	-	(5)			221
TOTAL	1 507	41	(22)	(20)	(7)	1 499

Note 8 suite

	31/12/02	dotations et reprises	cessions	changement de périmètre	autres	30/06/03
Amortissements et provisions						
Immobilisations incorporelles d'exploitation :	(126)	(11)	1	0	2	(134)
. fonds de commerce	(4)					(4)
. Logiciels	(119)	(10)	1		1	(127)
. Autres immobilisations incorporelles	(3)	(1)			1	(3)
Immobilisations corporelles d'exploitation :	(300)	(25)	12	17	0	(296)
. terrains et constructions d'exploitation	(98)	(5)			(2)	(105)
. autres immobilisations corporelles d'exploitation	(202)	(20)	12	17	2	(191)
Immobilisations corporelles hors exploitation :	(5)	0	0	0	0	(5)
. terrains et constructions hors exploitation	(5)	-	-	-	-	(5)
. autres immobilisations corporelles hors exploitation	0	-	-	-	-	0
. dotations aux amortissements et aux provisions	-		-	-	-	-
. immobilisations données en location simple non financière	(105)	(5)	4			(106)
TOTAL	(536)	(41)	17	17	2	(541)

Note 9 : Ecart d'acquisition

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
ACTIF			
Ecarts à l'ouverture de l'exercice	429	238	238
Effet de l'intégration globale des sociétés d'assurance			
Dotations afférentes aux sociétés intégrées	(33)	(52)	(23)
Dotations afférentes aux sociétés mises en équivalence			
Ecarts sur acquisitions	6	243	164
. CrédiFrance Factor	4		
. ADIR	2		
. Kompass Poland	3		
. Kompass United States	2		
. Kompass Czech Republic	1		
. Kompass South East Asia	1		
. Initiative et Finance Gestion B	1		
. La Prospérité	1		
. Natexis Asset Management		132	132
. Coface	(9)	70	
. Natexis Interépargne		32	32
. Spéf		7	
. Natexis Immo Placement		1	
. Natexis Algérie		1	
Sortie des écarts à la suite de déconsolidations			
Total	402	429	379
PASSIF			
Ecarts à l'ouverture de l'exercice	89	103	103
Effet de l'intégration globale des sociétés d'assurance			
Reprise afférente aux sociétés intégrées	(6)	(14)	(7)
Ecarts sur acquisitions			
. Autres			
Total	83	89	96

Note 10 : Comptes de régularisation et divers-actif

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Part des réassureurs dans les provisions techniques	2 592	2 641	2 292
Débiteurs divers	2 569	2 630	1 586
Instruments conditionnels achetés	1 529	2 174	1 628
Chèques et effets à l'encaissement, comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	1 844	1 112	1 704
Produits à recevoir	592	635	649
Comptes spécifiques à l'assurance	380	369	143
Ajustement technique	599	312	165
Impôts différés	152	139	62
Comptes d'encaissement	41	44	56
Divers	1 641	1 402	3 492
Total	11 939	11 458	11 777

A partir du 31 décembre 2002, les parts des réassureurs dans les provisions techniques ont été transférées des placements des entreprises d'assurance vers les comptes de régularisation et actifs divers, alors que les créances sur dépôts auprès des entreprises cédantes ont été transférées des comptes de régularisation et actifs divers vers les placements des entreprises d'assurance.

Les soldes de ces postes au 30 juin 2002 intègrent également ce reclassement afin d'assurer la comparabilité des exercices. Ce reclassement s'élève pour le 30 juin 2002 à 2 290 millions d'euros.

Note 11 : Opérations interbancaires et assimilées-passif

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Banques centrales, CCP	19	3	378
Dettes envers les établissements de crédits	32 560	45 697	43 449
. A vue	10 585	12 960	14 855
. A terme	21 975	32 737	28 594
Autres sommes dues	306	106	1 184
Dettes rattachées	131	378	203
Total	33 017	46 184	45 214

Note12 : Opérations avec la clientèle

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Comptes et emprunts :	10 290	8 966	7 048
à vue	6 453	4 629	4 677
à terme	3 837	4 337	2 371
Titres donnés en pension livrée	27 650	13 551	24 932
Dépôts de garantie	137	89	85
autres sommes dues	103	125	162
Dettes rattachées	99	89	97
	38 279	22 820	32 324

Note 13 : Dettes représentées par un titre

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	20 263	17 827	18 143
Emprunts obligataires	4 929	4 804	5 956
Bons de caisse et bons d'épargne	7	6	6
Autres effets de commerce	640	672	677
Dettes rattachées	220	312	318
Total (1)	26 058	23 621	25 100

(1) émis directement par :

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
NBP	24 824	22 432	24 017
Natexis Factorem	640	672	677
Val A	143	152	155
BP Luxembourg	99	139	143
Coface	250	120	
Interfinance Natexis N.V.	99	99	99
Autres	3	7	9
Total	26 058	23 621	25 100

Note 14 : Comptes de régularisation et divers-passif

	30/06/03	31/12/2002	30/06/2002
Créditeurs divers	3 028	1 980	2 396
Titres de transaction-dettes pour titres empruntés	2 514	2 339	4 101
Comptes spécifiques à l'assurance	2 436	2 441	2 334
Instruments conditionnels vendus	1 701	2 449	1 655
Produits perçus d'avance (1)	1 408	1 413	133
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	1 342	641	1 441
Charges à payer	678	805	730
Ajustement technique	355	213	283
Impôts différés	124	133	98
Comptes d'encaissement	113	94	28
Divers	1 742	1 448	3 588
Total	15 441	13 956	16 787

(1) Dont 1 247 de produits perçus d'avance dans le cadre de l'opération de portage des titres Vivendi Universal Publishing.

Note 15 : Provisions pour risques et charges

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Provision pour risques- pays	278	287	304
Provision pour risques sectoriels	145	137	122
Provision pour risques individualisés	101	100	93
Provision sur engagements de hors-bilan	11	11	9
Provision pour passifs sociaux (1)	148	143	100
Provision pour pertes futures sur contrats indiciaires	8	12	19
Provisions pour instruments financiers à terme	37	19	10
Provisions pour risques activité immobilière	5	6	2
Autres provisions (2)	42	81	74
Total	775	796	733

(1) Au 31 décembre 2002, par rapport au 30 juin 2002, l'augmentation des passifs sociaux s'explique par les effets: de la variation du périmètre (consolidation de la Coface par intégration globale +34 millions d'euros), du provisionnement des contrats de cessation anticipée des travailleurs salariés (+3 millions d'euros) et d'ajustements divers (+ 6 millions d'euros).

(2) la variation des autres provisions entre le 31 décembre 2002 et le 30 juin 2003 s'explique à hauteur de 35 millions d'euros par l'apurement de litiges fiscaux entièrement provisionnés.

Note 16 : Dettes subordonnées

	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)			
Titres subordonnés	1 527	1 185	950
Emprunts subordonnés	705	709	859
Sous-Total	2 232	1 894	1 809
Dettes subordonnées à durée indéterminée			
Titres subordonnés (2)	119	127	196
Emprunts subordonnés	155	158	163
Sous-Total	274	285	359
Total	2 507	2 179	2 168
Dépôt de garantie à caractère mutuel	3	3	3
Dettes rattachées	27	27	36
Total Dettes subordonnées (3)	2 537	2 209	2 207

(1) Titres et emprunts subordonnés remboursables :

échéances	devises			
2013	EUR	550	150	-
2012	EUR	334	334	334
2011	EUR	39	39	39
2010	FRF	9	9	9
2010	EUR	312	312	312
2009	FRF	56	56	56
2009	EUR	98	98	98
2008	FRF	2	2	2
2007	FRF	101	101	101
2006	FRF	154	154	154
2005	USD	272	297	312
2005	FRF	45	45	45
2004	FRF	31	31	31
2004	LUF	151	151	151
2003	LUF	25	50	50
2003	FRF	52	65	65
2002	LUF	-	-	50
		2 232	1 894	1 809

(2) Titres subordonnés à durée indéterminée :

- 100 millions USD au taux après swap de 12,70% et à échéance économique du 25/2/04 traité comptablement comme une emprunt amortissable.

(cf. note 2-8)

- son montant en millions USD est de

- et sa contrevaieur en millions d' euros

-TSDI convertible en actions de Natexis Banques Populaires émis en mai 1996

-Titres participatifs non remboursables émis en novembre 1985 par la BFCE et dont la rémunération comprend une parte fixe égale à 0.45 x TAM et une partie variable en fonction de la progression du résultat net consolidé par rapport à l'exercice précédent.

14	20	26
12	19	26
	1	63
107	107	107
119	127	196

Note 16 suite

(3) dont emprunts :			
de Natexis Banques Populaires	2 353	2 009	1 995
de ABP Vie	85	85	85
de Fnatexis Factorem	33	33	33
de Natexis Lease	16	16	16
d'Interfinance	15	19	26
de BP Luxembourg	10	10	10
de Natexis Arbitrage	10	10	10
de Sofingest	5	5	5
de Fructicomi	4	11	11
de Natexis Coficiné	2	2	2
de La Prospérité	2	2	2
de Natexis Métaux	-	-	5
de Fructibail	-	2	2
de SBFi	-	2	2
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	2 534	2 206	2 204

Note17 : Variation des fonds propres et assimilés (selon la proposition d'affectation du résultat)

en millions d'EUROS	Capital	Primes d'émission	Réserves (1)	Capitaux propres hors FRBG	FRBG	Capitaux propres	Intérêts minoritaires
Fonds propres et assimilés au 30 Juin 2002 avant résultats	721	1 618	1 216	3 555	244	3 799	515
Augmentation de capital	38	131		169		169	
Ecart de conversion			(19)	(19)		(19)	(25)
changements de méthodes (2)	-	-	1	1		1	
variations du périmètre (3)			(54)	(54)		(54)	180
Autres variations	-		(1)	(1)	(2)	(3)	1
Fonds propres et assimilés au 31 Décembre 2002 avant affectation	759	1 750	1 143	3 651	242	3 893	671
Résultat au 31 décembre 2002	-	-	108	108	-	108	55
Distribution	-		(69)	(69)	-	(69)	(54)
Fonds propres et assimilés au 31 Décembre 2002 après affectation	759	1 750	1 182	3 691	242	3 933	672
Augmentation de capital	4	14		18		18	
Ecart de conversion			(34)	(34)		(34)	(36)
changements de méthodes	-	-	0	0		0	
variations du périmètre			0	0		0	5
Autres variations	-		2	2		2	
Fonds propres et assimilés au 30 juin 2003 avant résultats	763	1 764	1 150	3 677	242	3 919	641
Résultat au 30 juin 2003	-	-	111	111	-	111	27
Fonds propres et assimilés (4) au 30 juin 2003 après résultats	763	1 764	1 261	3 788	242	4 030	668

(1) Part du groupe dans les réserves, report à nouveau, différences de consolidation, écarts de réévaluation, écarts de conversion, bénéfice consolidé.

(2) Changement de méthode relatif à l'amortissement de la différence entre le prix d'achat et le prix de remboursement des obligations indexées sur l'inflation

(3) Ecart d'acquisition sur Natexis Bleichroeder Inc. (107)
Réévaluation de la détention historique de Coface 53
(54)

(4) Les intérêts minoritaires des filiales ayant émis les actions préférentielles s'élèvent à 595 millions d'euros

Note 18 : Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

En millions d'euros

	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
Ventilation des équivalents risques pondérés par type de contrepartie (effet collatéral déduit)			
Banquiers	533	572	402
Clients	286	256	161

Note 19 : Informations sur les encours hors bilan (produits dérivés)

En millions d'euros

	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
Encours hors-bilan (notionnels) des produits dérivés	772 587	643 850	588 636
Opérations de couverture (micro et macro couverture)	238 618	247 368	140 197
Opérations de gestion de positions	533 969	396 482	448 439
	<u>772 587</u>	<u>643 850</u>	<u>588 636</u>
Opérations effectuées sur les marchés de gré à gré	642 310	563 322	491 516
Opérations effectuées sur les marchés organisés (et assimilés)	130 277	80 528	97 120
	<u>772 587</u>	<u>643 850</u>	<u>588 636</u>
Opérations fermes	587 626	472 278	491 848
Opérations conditionnelles	184 961	171 572	96 788
	<u>772 587</u>	<u>643 850</u>	<u>588 636</u>
Type de marché			
. taux d'intérêt	540 287	404 194	422 218
. change	172 579	180 924	95 440
. autres	59 721	58 732	70 978
	<u>772 587</u>	<u>643 850</u>	<u>588 636</u>
Type de produits			
. swaps	132 501	108 127	308 350
. FRA	266 273	207 394	33 831
. futures	82 040	59 128	54 051
. Caps, floors et options de taux d'intérêt	46 647	42 942	38 230
. Autres options	114 139	104 820	43 070
. change à terme	106 676	97 503	95 440
. Autres	24 311	23 936	15 664
	<u>772 587</u>	<u>643 850</u>	<u>588 636</u>
Engagements sur marchés de gré à gré selon la durée résiduelle			
0 à 1 an	457 819	383 730	362 070
1 à 5 ans	122 002	117 840	85 186
plus de 5 ans	62 489	61 752	44 260
Engagements sur marchés organisés (et assimilés) selon la durée résiduelle			
0 à 1 an	124 801	78 316	93 631
1 à 5 ans	1 795	872	1 664
plus de 5 ans	3 681	1 340	1 825
	<u>772 587</u>	<u>643 850</u>	<u>588 636</u>
Encours bilan attachés aux produits dérivés			
Instruments conditionnels achetés	1 529	2 174	1 628
Instruments conditionnels vendus	1 701	2 449	1 656

Note 20 : Opérations en devises

Positions nettes bilan et hors-bilan

En millions d'euros

Monnaies	Pays d'émission	30/06/2003		31/12/2002		30/06/2002	
		Longues	Courtes	Longues	Courtes	Longues	Courtes
USD	Etats-Unis	120		177	-	116	
GBP	Royaume-Uni	12		63	-	490	
CAD	Canada	1		-	-		(1)
NOK	Norvège	4		-	-	3	
DKK	Danemark	1		2	-		(2)
JPY	Japon	7		-	(85)		(4)
CHF	Suisse	1		-	-	4	
Autres devises		5	(18)	2	(26)	4	(46)
Total		133		133		564	

Note 21 : Intérêts et produits assimilés

	30/06/2003	30/06/2002	31/12/02
. Sur opérations avec les établissements de crédit	1 141	1 166	2 328
. Sur opérations avec la clientèle	601	929	1 977
. Sur opérations de crédit bail et assimilés	167	175	304
. Sur obligations et autres titres à revenu fixe	475	532	1 136
. Sur opérations de macro couverture	1	1	3
Total	2 385	2 803	5 748

Note 22 : Intérêts et charges assimilées

	30/06/03	30/06/02	31/12/2002
. Sur opérations avec les établissements de crédit	(1 067)	(1 360)	(2 456)
. Sur opérations avec la clientèle	(278)	(431)	(1 259)
. Charges sur opérations de crédit bail et assimilées	(2)	(2)	(4)
. Sur obligations et autres titres à revenu fixe	(627)	(683)	(1 331)
. Sur opérations de macro couverture	(1)	(2)	(6)
Total	(1 975)	(2 478)	(5 056)

Note 23 : Revenus des titres à revenu variable

	30/06/03	30/06/02	31/12/02
Placements	3	5	7
Titres de l'Activité de Portefeuille (TAP)	8	12	18
Participations	8	9	15
Total	19	26	40

Note 24 : Commissions

	30/06/03	30/06/02	31/12/02
Produits de commissions			
Sur autres prestations de services financiers	180	127	227
Sur opérations avec la clientèle	161	104	274
Sur opérations sur titres	86	95	168
Sur moyens de paiement	61	59	121
Sur engagements de financement	18	15	31
Sur instruments financiers à terme	15	13	23
Sur engagements de garantie	5	4	9
Sur autres engagements donnés	3	76	162
Sur opérations de change	1	1	2
Sur opérations avec les établissements de crédit	1	-	1
Produits de commissions	531	494	1 018
Charges de commissions			
De l'activité d'assurance	(103)	(64)	(175)
Sur autres prestations de services financiers	(64)	(88)	(182)
Sur opérations sur titres	(20)	(28)	(49)
Sur moyens de paiement	(17)	(18)	(39)
Sur opérations avec les établissements de crédit	(16)	(13)	(24)
Sur instruments financiers à terme	(12)	(12)	(25)
Sur autres engagements reçus	(10)	-	(12)
Sur engagements de garantie	(1)	-	(1)
Sur opérations de change	(1)	(1)	-
Sur opérations avec la clientèle	-	(1)	(12)
Charges de commissions	(244)	(225)	(519)
Commissions nettes	287	269	499

Note 25 : Résultat des portefeuilles de négociation

	30/06/03	30/06/02	31/12/02
. Résultat sur titres de transaction	21	12	(11)
. Résultat sur opérations de change	2	18	40
. Resultat sur opérations d'instruments financiers à terme	(96)	68	(88)
Total	(73)	98	(59)

Note 26 : Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	30/06/03	30/06/02	31/12/02
Titres de placement			
Plus-values de cession	73	21	58
Moins-values de cession	(1)	(5)	(8)
Dotations aux provisions	(69)	(43)	(115)
Reprises de provisions	53	21	70
Frais d'acquisition			
sous-total	56	(6)	5
Titres de l'activité de portefeuille (TAP)			
Plus-values de cession	30	31	136
Moins-values de cession	(7)	(21)	(73)
Dotations aux provisions	(58)	(35)	(112)
Reprises de provisions	39	12	51
Frais de cession sur TAP			(3)
sous-total	4	(13)	(1)
Total	60	(19)	4

Note 27 : Marge brute des activités d'assurance

	30/06/03	30/06/02	31/12/02
Primes Vie	1 131	1 129	2 098
Primes Non Vie	340	35	335
Produits nets des placements financiers	420	6	151
Charges de prestation	(1 096)	(1 012)	(2 040)
Variation des provisions techniques	(473)	(45)	(149)
Total	322	113	395

Note 28 : Produits nets des autres activités

	30/06/03	30/06/02	31/12/02
Ventes et loyers d'immeubles par les filiales immobilières	4	8	18
Prestations d'informatique	26	22	46
Prestations de credit management (information et gestion de créances)	44		41
Autres	5	2	3
Total	79	32	108

Note 29 : Charges générales d'exploitation

	30/06/2003	30/06/2002	31/12/2002
Frais de personnel			
. Salaires et traitements	307	207	500
. Charges sociales (1)	124	89	224
. Intéressement et participation	17	13	21
. Charges fiscales	24	19	40
. Refacturations	(5)	(5)	(9)
Total	467	323	776
Autres frais administratifs			
. Impôts et taxes	34	29	67
. Services extérieurs	300	244	565
. Refacturations	(9)	(13)	(29)
Total	325	260	603
Charges générales d'exploitation	792	583	1 379
Effectif salarié moyen (en équivalent temps plein)	12 171	7 862	9 875
(1) Dont charges de retraite	37	28	70

Note 30 : Coût du risque

		30/06/03		30/06/02		31/12/02	
Sur créances:			-73		-93		-166
Dotations aux provisions		-102		-99		-204	
Reprises de provisions		82		57		165	
Pertes couvertes		-56		-50		-125	
Pertes non couvertes		-3		-5		-8	
Récupérations sur créances amorties		6		4		6	
Sur titres:			-18		-21		-45
Dotations aux provisions		-19		-33		-62	
Reprises de provisions		1		11		17	
Charge nette sur éléments d'actif			-91		-114		-211
Sur risques et hors bilan							
Dotations			-36		-41		-134
aux provisions pour risques		-35		-40		-130	
aux provisions sur engagements par signatures		-1		-1		-4	
Reprises			24		69		152
des provisions pour risques		23		69		147	
de provisions sur engagements par signatures		1		0		5	
Charge nette sur éléments de passif			-12		28		18
Total			-103		-86		-193
Variation des provisions		déc-02	dotations	reprises	PNB*	Autres**	juin-03
Créances douteuses et débiteurs douteux		728	102	-82	1	-2	747
Titres douteux		121	19	-1	1	-12	128
Risques géographiques et sectoriels (passif)		424	23	-9	0	-15	423
Risques individualisés (passif)		111	13	-15	0	3	112
		1 383	157	-107	3	-27	1 409
*Les provisions sur intérêts impayés sont enregistrées en PNB							
**Cette colonne comprend essentiellement les écarts de conversion et les reclassements de rubrique à rubrique							

Note 31 : Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	30/06/03	30/06/02	31/12/02
Immobilisations financières			
Plus-values			
- Participations et autres titres détenus à long terme	11	15	51
- Titres d'investissement	1	-	1
Moins-values			
- Participations et autres titres détenus à long terme	(1)	-	(17)
- Titres d'investissement	(7)	(1)	(5)
Dotations aux provisions			
- Participations et autres titres détenus à long terme	(7)	(2)	(10)
- Titres d'investissement	(0)	-	-
Reprises de provision			
- Participations et autres titres détenus à long terme	5	1	24
- Titres d'investissement	6	-	
Sous-total	8	13	44
Immobilisations corporelles et incorporelles	1	-	9
TOTAL	9	13	53

Note 32 - Résultat exceptionnel

	30/06/03	30/06/02	31/12/02
Frais de personnel			
dotation à la provision		(14)	(15)
charges exceptionnelles	(2)		
reprise de la provision	2	-	-
Dotations aux provisions sur swap indiciels		(19)	
Résultat des structures de defeasance et d'option de vente			
dotation à la provision risques pays sur crédits optionnés			(6)
produits exceptionnels pour première consolidation			6
des structures Edval et Worledge			
Fonds de garantie de place		(1)	(1)
Autres éléments exceptionnels			
autres charges exceptionnelles (1)	(33)	-	(1)
autres produits exceptionnels (2)	24	-	1
Total	(9)	(34)	(16)

(1) dont principalement charge sur redressement de TVA

(2) dont principalement produit sur engagement de la société mère

Note 33 : Impôt sur les bénéfices

	30/06/03	30/06/02	31/12/02
Groupe d'intégration fiscale	(34)	(35)	(23)
Autres filiales françaises	(7)	(8)	(16)
Filiales étrangères	1	(5)	2
Succursales à l'étranger	(10)	(7)	(7)
Impôt courant	(51)	(55)	(44)
Impôt différé	7	3	31
Total	(43)	(52)	(13)

**Note 33-1 : Rapprochement entre la charge d'impôt totale
et la charge d'impôt théorique**

En millions d'euros	30/06/03	30/06/02	31/12/02
+ Résultat net- Part du groupe	111	90	108
+ Résultat net- Part des minoritaires	27	20	55
+ Impôt de l'exercice	43	52	13
+ Amortissement des écarts d'acquisition	27	17	38
- Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence	(5)	(1)	(3)
= Résultat comptable consolidé avant impôt, amortissement des écart d'acquisition et résultat des sociétés mises en équivalence	203	178	211
+/- Différences permanentes (1)	(73)	(62)	(209)
= Résultat fiscal consolidé	130	116	2
x Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%	33,33%
= Impôt théorique	(43)	(39)	(1)
+ Contributions et impôt forfaitaire annuel	(3)	(5)	(3)
+ Impôt au taux réduit	(28)	(9)	(16)
+ Déficits de l'exercice limités par prudence	(8)	(16)	(25)
+ Effets de l'intégration fiscale	23	4	21
+ Différence de taux d'impôt sur filiales étrangères	(1)	(2)	(4)
+ Redressements fiscaux	8	1	6
+ Avoirs fiscaux et crédits d'impôt	5	6	11
+ Effet de la norme semestrielle	0	9	
+ Autres éléments	4	(1)	(2)
= Charge d'impôt de l'exercice	(43)	(52)	(13)

(1) Les principales déductions opérées au titre de différences permanentes sont : les résultats exonérés des filiales à statut SCR et ceux des filiales ayant émis des actions préférentielles dont le dividende est assimilé fiscalement à une charge d'intérêt

Note 34 Analyse par métiers du compte de résultat

En millions d'euros

	Financement	Investissement	Services	Coface	Divers	TOTAL
PRODUIT NET BANCAIRE (*)	478	91	280	231	55	1 135
Frais généraux et dotations aux amortissements	(190)	(140)	(206)	(203)	(90)	(829)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	288	(49)	74	28	(35)	306
Coût du risque	(83)	(2)	(1)		(17)	(103)
RESULTAT D'EXPLOITATION	205	(51)	73	28	(52)	203
Résultat des sociétés en équivalence		(1)	4	2		5
Résultat sur actifs immobilisés	2		12		(5)	9
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	207	(52)	89	30	(57)	217

(*) Le Produit Net Bancaire des métiers n'inclut pas les produits résultant du placement des fonds propres des activités filialisées et diffère de ce fait des produits nets bancaires tels que mentionnés dans le rapport de gestion.

Note 34-1 Contribution des sociétés non bancaires intégrées globalement au résultat consolidé

Les sociétés non bancaires les plus significatives sont les sociétés du pôle Natexis Assurances intégrées globalement (Natexis Life, ABP Prévoyance, ABP Vie, La Prospérité, Vitalia Vie et Bancassurance Popolari) ainsi que le groupe consolidé Coface

	30/06/03		30/06/02		31/12/02	
	contribution au résultat consolidé	résultat technique d'assurance	contribution au résultat consolidé	résultat technique d'assurance	contribution au résultat consolidé	résultat technique d'assurance
Marge d'intérêts	(12)	(10)	7	7	-	-
Commissions nettes	(48)	(93)	(52)	(53)	(112)	(157)
Résultat du portefeuille de placement	-	-			(3)	0
Marge brute des sociétés d'assurance	322	345	113	105	395	385
Produits nets des autres activités	44	-			41	0
Produit net bancaire	306	242	68	59	321	228
Charges générales d'exploitation	(222)	(161)	(27)	(25)	(231)	(169)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles	(9)	(10)	(1)	(1)	(9)	(10)
Résultat brut d'exploitation	75	71	40	33	81	49
Coût du risque			-	-	-	-
Résultat d'exploitation	75	71	40	33	81	49
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	2		-	-	-	-
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			-	-	2	-
Résultat courant avant impôt	77	71	40	33	83	49
Résultat exceptionnel	(1)		-	-	(1)	-
Résultat technique		71		33		49
Impôt sur les bénéfices	(26)		(18)		(28)	
Amortissement des écarts d'acquisition	(1)		-		-	
Intérêts minoritaires	(1)		1		-	
Résultat net part du Groupe	48		23		54	

Note 35 : Rémunération des organes de direction

en euros	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Administrateurs de Natexis Banques Populaires (1)	N/A	210 145	N/A
Dirigeants (2)	1 693 174	3 749 423	2 229 301

(1) En 2002, comme les années précédentes, le montant des jetons de présence versés aux administrateurs comprend une partie fixe (1525 euros par an et par personne) et une partie variable (1220 euros par séance et par personne).

Les administrateurs membres du Comité de Contrôle des Comptes, du Comité d'Audit et du Comité des Rémunérations ont perçu 915 euros par séance et par personne.

L' ensemble de ces rémunérations est versée en fin d'année.

(2) Rémunération brute globale des membres du Comité de Direction générale de Natexis Banques Populaires pendant la durée de leur mandat sur l'exercice, incluant le Président , le Directeur Général et le Directeur Général Délégué (voir Note 35 bis).

Nombre de membres de la Direction générale : 10 au premier semestre 2003, 11 en 2002, 12 au premier semestre 2002.

Note 35 bis : Rémunération des mandataires sociaux

La rémunération brute globale des mandataires sociaux a été la suivante:

en euros	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Le Président	120 385	293 002	151 385
Le Directeur Général (du 01/01/2002 au 31/10/2002)	-	373 334	246 000
Le Directeur Général,ex DG délégué	167 365	331 273	166 920

Les attributions d'options de souscription d'actions ont été les suivantes au titre des mandats dans la société émettrice et des mandats dans des sociétés liées.

en nombre	30/06/03	31/12/02	30/06/02
Le Président	-	11 000	-
Le Directeur Général (du 01/01/2002 au 31/10/2002)	-	11 000	-
Le Directeur Général,ex DG délégué	-	5 500	-

Aucune option n'a été levée par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2002, ni durant le premier semestre 2003.

**Note 36 : Etat des actifs , passifs et engagements
afférents à la gestion des procédures publiques**

	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
A C T I F			
Opérations interbancaires et assimilées	1 340	1 379	1 511
Opérations avec la clientèle	65	96	146
Comptes de régularisation et actifs divers	43	-	3
TOTAL ACTIF	1 448	1 475	1 660

	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
P A S S I F			
Opérations interbancaires et assimilées	1 300	1 453	1 130
Opérations avec la clientèle	161	106	153
Dettes représentées par un titre	-	-	305
Comptes de régularisation et passifs divers	126	108	165
TOTAL PASSIF	1 587	1 667	1 753

	30/06/2003	31/12/2002	30/06/2002
Engagements donnés			
Engagements donnés de l'activité bancaire	7	9	13
-Engagements de financement donnés	-	-	-
-Engagements de garantie donnés	7	9	13

Note 37 : Répartition des emplois et ressources selon la durée résiduelle

	30/06/2003					
	<= 3 mois	> 3 mois et < ou = 1 an	> 1 an et < ou = 5 ans	> 5 ans	durée indéterminée	TOTAL
Emplois						
Créances sur établissements de crédit	13 133	15 059	6 275	2 559		37 026
Créances sur la clientèle	13 539	3 643	6 784	3 883		27 849
Créances de crédit-bail	259	818	2 859	1 225		5 161
Obligations et autres titres à rev. fixe	2 495	1 116	5 937	6 709	252	16 509
Total emplois	29 426	20 636	21 855	14 376	252	86 545
Ressources						
Dettes sur établissements de crédit	13 883	4 737	2 156	1 199		21 975
Dettes sur la clientèle	23 747	562	117	35		24 461
Dettes représentées par un titre	12 755	5 138	7 045	901		25 839
Emprunts subordonnés	47	98	688	1 400	274	2 507
Total ressources	50 432	10 535	10 006	3 535	274	74 782

Note 38 : Périmètres comparés

	Activité	30/06/2003		31/12/2002		30/06/2002	
		de contrôle	% d'intérêts **	de contrôle	% d'intérêts **	de contrôle	% d'intérêts **
Filiales intégrées							
ADG COFACE ALLGEMEINE DEBITOREN GESELLSCHAFT	Information et gestion de créances	75	74	75	74		
AK COFACE FINANZ (ex ALLGEMEINE KREDIT FINANZ SERVICE)	Affacturage	100	98	100	98		
ALLGEMEINE KREDIT COFACE	Assurance crédit et services liés	100	98	100	98		
ALLGEMEINE KREDIT INFORMATIONEN	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
ASSET BACKED MANAGEMENT CORPORATION	Arbitrage de valeurs titrisées	100	100	100	100	100	100
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE PREVOYANCE (ex Fructiprévoyance)	Prévoyance	100	100	100	100	100	100
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE VIE (ex Fructivie)	Assurance - vie	100	100	100	100	100	100
AUXILIAIRE ANTIN	Immobilier d'exploitation	100	100	100	100	100	100
AXELTIS LTD (Asset Square Londres)	Distribution d'OPCVM	100	100	100	100	-	-
B.P. LUXEMBOURG	Gestion patrimoniale internationale	88	88	88	88	88	88
BAIL EXPANSION	Location financière	100	100	100	100	100	100
BANCASSURANCE POPOLARI	Assurance - vie	51	51	51	51	51	51
BANQUE PRIVEE ST DOMINIQUE	Gestion privée	100	100	100	100	100	100
BPSD GESTION	Gestion privée	100	100	100	100	100	100
CIMCO SYSTEMS LDT	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
CO-ASSUR	Courtage d'assurance	100	100	100	100	100	100
COFACE	Assurance crédit et services liés	98	98	98	98	(2)	(2)
COFACE AK HOLDING (ex COFACE GMBH)- ex COFACE VERMÖGENSVERWALTUNG	Holding	100	98	100	98		
COFACE CREDIT MANAGEMENT SERVICES	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE DEBT PURCHASE	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE EXPERT	Formation	100	98	100	98		
COFACE HOLDING NORTH AMERICA	Holding	100	98	100	98		
COFACE INTERCREDIT BULGARIA	Information et gestion de créances	65	48	65	48		
COFACE INTERCREDIT CZECHIA	Information et gestion de créances	97	71	97	71		
COFACE INTERCREDIT HOLDING AG	Holding	75	73	75	73		
COFACE INTERCREDIT HRATSKA	Information et gestion de créances	100	73	100	73		
COFACE INTERCREDIT HUNGARY	Information et gestion de créances	100	73	100	73		
COFACE INTERCREDIT POLAND	Information et gestion de créances	97	71	97	71		
COFACE INTERCREDIT ROMANIA	Information et gestion de créances	60	44	60	44		
COFACE INTERCREDIT SLOVAKIA	Information et gestion de créances	100	73	100	73		
COFACE INTERCREDIT SLOVENIA	Information et gestion de créances	60	44	60	44		
COFACE ITALIA	Holding	100	98	100	98		
COFACE MOPE	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE NORTH AMERICA	Assurance crédit et services liés	100	98	100	98		
COFACE RECEIVABLE MANAGEMENT (ex VERITAS BRAZIL)	Information et gestion de créances	(12)	(12)	100	98		
COFACE SCRL	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE SCRL PARTICIPATIONS	Holding	100	98	100	98		
COFACE SERVICE ECUADOR (ex VERITAS ANDINA)	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE SERVICES	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE SERVICES COLOMBIA (ex VERITAS COLOMBIA)	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE SERVICES NORTH AMERICA GROUP (ex VERITAS SOUTH AMERICAN CORPORATION)	Holding	100	98	100	98		
COFACE SERVICES PERU (ex VERITAS PERU)	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE SERVICES VENEZUELA (ex VERITAS VENEZUELA)	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE SERVICIOS (ex VERITAS CHILE)	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACE UK	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACERATING HOLDING	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACERATING.AT	Information et gestion de créances	(13)	(13)	100	92		
COFACERATING.COM	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACERATING.DE	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACERATING.FR	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACERATING.IT	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COFACERATING.UK	Information et gestion de créances	100	98	100	98		

COFACERATING.US	Information et gestion de créances	(12)	(12)	100	98		
COFINPAR	Assurance crédit et services liés	100	98	100	98		
COGERI	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
COGESTIMMO	Immobilier d'exploitation	(1)	(1)	100	98		
COMPAGNIE FONCIERE NATEXIS	Investissements immobiliers	100	100	100	100	100	100
CREDICO LDT	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
CREDITORS GROUP HOLDINGS LTD	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
CREDITORS GROUP LIMITED	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
CREDITORS INFORMATION CO LTD	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
CRISTAL NEGOCIATIONS	Marchand de biens	100	100	100	100	100	100
DOMIMUR	Location de locaux à usage professionnel	100	100	100	100	100	100
DUPONT-DENANT CONTREPARTIE	Entreprise d'investissement	50	50	50	50	50	50
ECRINVEST 6 (ex IMMOBILIERE NATEXIS)	Investissements immobiliers	100	100	100	100	100	100
EDVAL C INVESTMENTS Ltd	Structure defeasance crédits risques pays	100	100	100	100	-	-
ENERGECO	Crédit-bail mobilier	100	100	100	100	100	100
FIMIPAR	Rachat de créances	100	98	100	98		
FINANCIERE CLADEL	Prises de participations	100	100	100	100	100	100
FINANCIERE NATEXIS SINGAPOUR	Holding fonds d'investissement international	100	100	-	-	-	-
FINATEM	Fonds d'investissement international	90	90	-	-	-	-
FONCIERE KUPKA	Investissements immobiliers	100	100	100	100	100	100
FRUCTIBAIL	Crédit-bail immobilier	100	100	100	100	100	100
FRUCTICOMI	Crédit-bail immobilier	100	100	100	100	100	100
FRUCTIGESTION	Holding	(11)	(11)	100	100	100	100
INFORMES VERITAS	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
INITIATIVE ET FINANCE INVESTISSEMENT	Capital transmission	92	80	92	77	92	72
INTERFINANCE NATEXIS N.V.	Emission d'emprunts internationaux	100	100	100	100	100	100
INVEST SIGMA	Immobilier d'exploitation	100	100	100	100	100	100
JI INTERNATIONAL	Information et gestion de créances	(12)	(12)	100	98		
KOMPASS INTERNATIONAL Neuenschwander	Holding	100	98	100	98	-	-
KOMPASS HOLDING	Holding	75	73	-	-	-	-
KOMPASS CZECH REPUBLIC	Marketing et autres services	93	68	-	-	-	-
KOMPASS JAPAN	Marketing et autres services	100	73	-	-	-	-
KOMPASS POLAND	Marketing et autres services	100	73	-	-	-	-
KOMPASS SOUTH EAST ASIA	Marketing et autres services	100	73	-	-	-	-
KOMPASS BILGI	Marketing et autres services	70	51	-	-	-	-
KOMPASS UNITED STATES	Marketing et autres services	100	73	-	-	-	-
LA PROSPERITE (14)	Assurance - vie	100	100	82	82	82	82
LINEBOURSE (15)	Courtage en ligne	51	51	100	100	100	100
MERCOSUL	Fonds d'investissement international	100	100	-	-	-	-
NATEXIS ACTIONS AVENIR	Capital développement	75	74	79	77	79	77
NATEXIS ACTIONS NOUVEAUX MARCHES	Capital développement	80	77	81	77	81	77
NATEXIS ALGERIE (ex AL AMANA BANQUE)	Banque	100	100	100	100	100	100
NATEXIS ALTAIR (ex +X Altaïr)	Services informatiques	100	100	100	100	100	100
NATEXIS AMBS	Emission d'actions préférentielles	100	100	100	100	100	100
NATEXIS ARBITRAGE (ex SPAFIN)	Arbitrage actions et dérivés	100	100	100	100	100	100
NATEXIS ASSET MANAGEMENT (ex B.P.A.M.)	Gestion d'épargne collective	100	100	100	100	100	100
NATEXIS ASSET SQUARE (ex Asset Square)	Distribution d'OPCVM	100	100	100	100	100	100
NATEXIS ASSURANCES (ex Assurances Banque Populaire)	Holding de sociétés d'assurance	100	100	100	100	100	100
NATEXIS BAIL	Crédit-bail immobilier	100	100	100	100	100	100
NATEXIS BLEICHROEDER INC	Entreprise d'investissement	100	100	100	100	-	-
NATEXIS BLEICHROEDER SA (ex NATEXIS CAPITAL)	Entreprise d'investissement	100	100	100	100	100	100
NATEXIS BLEICHROEDER UK	Entreprise d'investissement	100	100	-	-	-	-
NATEXIS CAPE	Fonds d'investissement international	99	88	-	-	-	-
NATEXIS CAPITAL	Entreprise d'investissement	(4)	(4)	(4)	(4)	(4)	(4)
NATEXIS COFICINE (ex Coficiné)	Société financière (audiovisuel)	93	93	93	93	93	93
NATEXIS EPARGNE ENTREPRISE (5)	Gestion de l'épargne salariale	100	100	100	100	-	-
NATEXIS FACTOREM (ex Factorem)	Affacturation	100	100	100	100	100	100
NATEXIS FINANCE	Conseil en fusions et acquisitions	100	100	100	100	100	100
NATEXIS IMMO PLACEMENT (ex Fructiger) (3)	Gestion immobilière (SCPI)	100	100	100	100	90	90
NATEXIS INDUSTRIE	Capital transmission	100	100	100	90	100	100
NATEXIS INTEREPARGNE (ex Interépargne) (6)	Tenue de comptes d'épargne salariale	100	100	100	100	100	100
NATEXIS INVERSIONES	Fonds d'investissement international	100	100	-	-	-	-
NATEXIS INVESTMENT ASIA	Fonds d'investissement international	100	100	-	-	-	-
NATEXIS INVESTISSEMENT (ex SOFININDEX)	Capital développement	99	92	99	93	99	96
NATEXIS INVESTMENT CORP.	Gestion de portefeuille	100	100	100	100	100	100
NATEXIS LEASE (ex Bail Banque Populaire)	Crédit-bail mobilier	100	100	100	100	100	100
NATEXIS LIFE (ex Fructilife)	Assurance - vie	100	96	100	96	100	96
NATEXIS LUXEMBOURG	Banque	100	100	100	100	100	100
NATEXIS METALS (ex SOGEMIN) (16)	Courtage de métaux précieux	100	100	80	80	80	80
NATEXIS PAIEMENTS (ex BPL)	Services bancaires	100	100	100	100	100	100
NATEXIS PRAMEX INTERNATIONAL (ex Pramex International)	Promotion et opérations de commerce international	99	99	99	99	99	99
NATEXIS PRIVATE EQUITY (ex FNBP)	Capital investissement	100	100	100	100	100	100
NATEXIS PRIVATE EQUITY ASIA (1)	Société de gestion (capital)	(1)	(1)	100	100	100	100

	investissement)						
NATEXIS PRIVATE EQUITY INTERNATIONAL	Capital investissement	100	100	100	100	100	100
NATEXIS VENTURE SELECTION	Fonds d'investissement	100	100	-	-		
NBP INVEST	OPCVM	100	100	100	100	100	100
NBP PREFERRED CAPITAL I (ex Natexis preferred shares)	Emission d'actions préférentielles	100	100	100	100	100	100
NBP PREFERRED CAPITAL II	Emission d'actions préférentielles	100	100	100	100	-	-
NEM 2	Société de gestion (capital investissement)	88	88	88	88	88	88
NXBP1 (ex NATEXIS GESTION)	Holding	100	100	100	100	100	100
OKV KREDITINFORMATIONEN	Information et gestion de créances	100	92	100	92		
OSTERREICHISCHE KREDITVERSICHERUNG COFACE	Assurance crédit et services liés	94	92	94	92		
PROXIGMA (ex SPATITRES)	Services informatiques	100	100	100	100	100	100
REACOMEX	Assurance crédit et services liés	100	98	100	98		
S.A.G.P	Prises de participations	100	100	100	100	100	100
S.A.S. MONTMARTRE 1 (1)	Recouvrement d'actifs d'OPCVM	(1)	(1)	100	100	100	100
S.C.I. ALTAIR 1	Immobilier d'exploitation	70	70	70	70	70	70
S.C.I. ALTAIR 2	Immobilier d'exploitation	70	70	70	70	70	70
S.C.I. VALMY COUPOLE	Immobilier d'exploitation	100	100	100	100	100	100
SAMIC	Services informatiques	70	70	70	70	70	70
SEGEX	Prises de participations	100	100	100	100	100	100
SEPIA	Société de portefeuille	100	100	100	100	100	100
SLIB	Services informatiques	100	100	100	100	100	100
SOCIETE DE BANQUE FRANCAISE ET INTERNATIONALE	Banque	100	100	100	100	100	100
SOCIETE FINANCIERE DE LA BFCE	Société de portefeuille	100	100	100	100	100	100
SOCIETE IMMOBILIERE A.B.C. (10)	Immobilier d'exploitation	(10)	(10)	100	100	100	100
SODETO	Société de portefeuille	100	100	100	100	100	100
SOFEF	Promotion et rénovation immobilières	100	100	100	100	100	100
SOFINGEST	Animation du marché secondaire de la dette	100	100	100	100	100	100
SOGAFI	Société de garantie	100	100	100	100	100	100
SOPRANE ASSURANCES	Gestion privée	100	100	100	100	100	100
SPAFICA	Investissements immobiliers	100	100	100	100	100	100
SPEF	Capital investissement	(7)	(7)	(7)	(7)	100	100
SPEF DEVELOPPEMENT (8)	Gestion de FCPR	100	100	100	100	100	100
SPEF LBO (9)	Gestion de FCPR	100	100	100	100	100	100
SPEF VENTURE (ex SOPAGEST)	Gestion de FCP Innovation	100	100	100	100	100	100
UNISTRAT ASSURANCES	Assurance crédit et services liés	50	49	50	49		
VAL A	Détention de portefeuille d'investissements	98	98	98	98	98	98
VERITAS ARGENTINA	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
VERITAS BUSINESS INFORMATION	Information et gestion de créances	(12)	(12)	100	98		
VERITAS CARIBBEAN CORPORATION	Information et gestion de créances	(12)	(12)	100	98		
VERITAS CREDIT CORPORATION	Information et gestion de créances	(12)	(12)	100	98		
VERITAS DE CENTRO AMERICA	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
VERITAS PUERTO RICO CORP.	Information et gestion de créances	100	98	100	98		
VISCONTEA COFACE	Assurance crédit et services liés	100	98	100	98		
VITALIA VIE	Assurance - vie	100	100	100	100	100	100
WORLEDGE A INVESTMENTS Ltd	Structure "option de vente" crédits risques pays	100	100	100	100	-	-
ZAO NATEXIS BANQUES POPULAIRES	Banque à l'étranger	100	100	100	100	100	100
<u>Entreprises mises en équivalence</u>							
+X DEVELOPPEMENT	Capital risque	33	33	33	33	33	33
ADIR	Assurance dommages aux biens	34	34	-	-	-	-
ASSURANCES BANQUE POPULAIRE IARD (ex Fructi-maaf)	Assurance dommages aux biens	50	50	50	50	50	50
CODINF Services	Information et gestion de créances	30	29	30	29		
COFACE SA (2)	Assurance crédit	-	-	19	19	19	19
COFACREDIT	Assurance crédit et services liés	36	35	36	35		
GRAYDON HOLDING	Information et gestion de créances	28	27	28	27		
IDF NORD CROISSANCE	Capital investissement	33	33	33	33	33	33
IFCIC	Garantie Cinéma et secteur audiovisuel	20	20	20	20	20	20
OFIVM	Conservation et intermédiation	34	34	34	34	34	34
SOCECA	Courtage d'assurance	25	25	25	25	25	25
SOFINNOVA	Capital risque	(1)	(1)	24	23	24	24
SUD EST CROISSANCE	Capital investissement	25	25	25	25	25	25

(*) Intégration proportionnelle

(**) Dans les résultats : pour les sociétés dont les catégories d'actions confèrent des droits différents dans les résultats, le pourcentage indiqué représente la part de leur résultat revenant au groupe ;
à l'égard des sociétés sorties du périmètre, le pourcentage indiqué est celui existant à la date de sortie.

Pour les sociétés émettant des actions préférentielles, le résultat part du groupe est constitué du résultat de la société après prélèvement du dividende prioritaire revenant aux actions préférentielles.

- (1) déconsolidation
- (2) Coface SA est consolidée par mise en équivalence au 30 juin 2002.
Les sociétés du groupe Coface sont consolidées par intégration globale sur le second semestre 2002 et sur le premier semestre 2003
- (3) Rachat des minoritaires (10 %) pour détention à 100 %
- (4) Après apport partiel d'actif à Natexis Capital Marchés Primaires devenue Natexis Bleichroeder, Natexis Capital a été absorbée par Natexis Banques Populaires le 29 novembre 2001
- (5) Issue de la scission de Natexis Interépargne
- (6) Rachat des minoritaires (49.91 %) pour détention à 100 %
- (7) Fusion avec Natexis Private Equity (ex FNBP)
- (8) Après apport d'activité de gestion de FCPR et de SCR en provenance de SPEF et SPEF Venture
- (9) Après apport d'activité de gestion de FCPR en provenance de Spef Venture
- (10) Après apport partiel d'actif à Invest Sigma, la société immobilière ABC a été absorbée par Natexis Banques Populaires le 31 Mars 2002
- (11) Fructigestion a été absorbée par Natexis Banques Populaires le 25 novembre 2002
- (12) Fusion avec Coface Services North America le 1er Mai 2003
- (13) Fusion avec OKV KREDITINFORMATIONEN au cours du 1er semestre 2003
- (14) Rachat des minoritaires (18.02 %) pour détention à 100 %
- (15) Dilution suite à exercice des Obligations Remboursables en actions par les Banques Populaires en 2003
- (16) Rachat des minoritaires (20 %) pour détention à 100 %

NATEXIS BANQUES POPULAIRES

**RAPPORT SUR L'EXAMEN LIMITE DES
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES POUR
LA PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2003**

(Articles L. 232-7 du code de commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)

Mesdames, Messieurs les Actionnaires
de la Société Natexis Banques Populaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats consolidés, présenté sous la forme de comptes consolidés intermédiaires de la société Natexis Banques Populaires, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes consolidés intermédiaires ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes consolidés intermédiaires ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en oeuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes consolidés intermédiaires, et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.17 de l'annexe qui expose les conditions de mise en oeuvre des règlements CRC n° 2002-03 sur le risque de crédit et n° 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes consolidés intermédiaires sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 22 septembre 2003

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT & AUTRES
Richard Olivier Olivier Durand

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU
Philippe Vassor

RSM SALUSTRO REYDEL
Michel Savioz

3 - Capital social et répartition du capital

3-1 Capital social

Au 30 juin 2003, le capital de NATEXIS BANQUES POPULAIRES s'élevait à 762 582 336 Euros composé de 47 661 396 actions de 16 euros chacune.

Ces actions sont entièrement libérées, sont de forme nominative ou au porteur, au choix du titulaire, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

3-2 Répartition du capital

Au 30 juin 2003, les principaux actionnaires de NATEXIS BANQUES POPULAIRES sont les suivants :

	% du capital	% des droits de vote
Banque Fédérale des Banques Populaires	72,97%	80,89%
Actionnariat salarié (FCPE)	4,25%	3,93%
Banques Populaires régionales et Casden BP	3,16%	3,14%
DZ Bank AG	1,90%	1,28%
Maine Services (1)	1,30%	0,93%
IKB	0,90%	1,21%

(1) filiale à 100 % de la Banque Fédérale des Banques Populaires

4 - Evolution du capital depuis le 31/12/2002

Nombre d'actions au 31/12/2002	Nombre d'actions créées au cours du 1 ^{er} semestre 2003	Nombre d'actions au 30/06/2003	Capital social (en euros)
47 442 837	218 559 (1)	47 661 396	762 582 336

(1) Apport des titres Banque du Dôme-Crédifrance Factor *

* En mai 2003, la Banque Fédérale des Banques Populaires a cédé ses 748.531 titres qu'elle détenait sur la Banque du Dôme-Crédifrance Factor à Natexis Banques Populaires, qui, pour financer cette acquisition, a procédé à une augmentation de capital de 218.559 actions de 16 euros de nominal intégralement souscrite par la Banque Fédérale des Banques Populaires.

5 - Administration et direction

Au 30 juin 2003, la Direction Générale et le Conseil d'administration de NATEXIS BANQUES POPULAIRES se compose de :

Direction Générale

- M. DUPONT Philippe : Président du Conseil d'Administration
- M. LADAM François : Directeur Général Délégué

Conseil d'administration

- Administrateurs
 - M. DUPONT Philippe : Président du Conseil d'Administration de NATEXIS BANQUES POPULAIRES
 - BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES : Représentant : M. Christian HEBRARD, Président d'honneur de Casden Banque Populaire
 - M. BECHAT Jean-Paul : Président-Directeur Général de la SNECMA
 - M. CLAVAUD René : Président de la Banque Populaire du Centre
 - M. COMAS Jean-François : Directeur Général de la Banque Populaire Cote d'Azur
 - M. CORDEL Claude : Président de la Banque Populaire du Midi
 - M. DUQUESNE Daniel : Directeur Général de la Banque Populaire Loire & Lyonnais
 - M. GENTILI Steve : Président de Bred Banque Populaire
 - M. JACQUIER Alain : Président de la Banque Populaire de Bourgogne
 - M. de La CHAUVINIERE Jean
 - M. NALPAS Richard : Directeur Général de la Banque Populaire Toulouse-Pyrenees
 - M. THIBAUD Francis : Directeur Général de la Banque Populaire du Sud-Ouest*
 - M. TOURRET Jean-Louis : Président de la Banque Populaire Provencale & Corse
 - M. ZOLADE Robert : Président de H.B.M. (Holding Bercy Management)
 - M. CHAVAILLARD Jean-Pierre : Administrateur représentant l'actionnariat salarié
- Censeur
 - M. GOUDARD Michel : Directeur Général Délégué de la Banque Fédérale des Banques Populaires

* Renouvellement, lors de l'assemblée générale du 22 mai 2003, du mandat d'administrateur de Monsieur Francis Thibaud pour une durée de six ans prenant fin avec l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2008.

6 Responsable du Document de référence et de son actualisation

6-1 Personne qui assume la responsabilité du Document de référence et de son actualisation

M. François Ladam, Directeur Général

6-2 Attestation du responsable du Document de référence et de son actualisation

A ma connaissance, les données du présent document d'actualisation sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de l'émetteur ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Fait à Paris le 29 septembre 2003

François Ladam
Directeur Général

7 - Responsables du contrôle des comptes

7-1 Nom et adresse des Commissaires aux comptes

Commissaires aux comptes titulaires

- Deloitte Touche Tohmatsu, représenté par Monsieur Philippe Vassor,
185, avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly sur Seine

Date de première nomination : Assemblée générale ordinaire du 25 avril 1986.

Mandat renouvelé les 23 avril 1992 et 16 juin 1998. Ce commissaire aux comptes a été nommé le 16 juin 1998 pour une période de six ans prenant fin avec l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.

- RSM Salustro Reydel, représenté par Michel Savioz,
8, avenue Delcassé
75008 PARIS
- Barbier Frinault et Autres, représenté par Richard Olivier et Olivier Durand
Réseau Ernst & Young
41, rue Ybry
92200 Neuilly sur Seine

Ces deux Commissaires aux comptes titulaires ont été nommés pour la première fois le 16 juin 1998 pour une période de six ans prenant fin avec l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.

Commissaires aux comptes suppléants

- M. Bernard Boiton
16, parc de Béarn
92210 Saint-Cloud

Date de première nomination comme Commissaire aux comptes suppléant : Assemblée générale ordinaire du 25 avril 1980. Mandat renouvelé comme Commissaire aux comptes titulaire le 25 avril 1986, le 23 avril 1992. Nommé comme Commissaire aux comptes suppléant le 16 juin 1998.

Ce Commissaire aux comptes suppléant a été nommé le 16 juin 1998 pour une période de six ans prenant fin avec l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.

- M. François Chevreux
40, rue Guersant
75017 Paris
- M. Aldo Cardoso
4, rue de l'Ouest
92200 Nanterre

Ces deux Commissaires aux comptes suppléants ont été nommés pour la première fois le 16 juin 1998 pour une période de six ans prenant fin avec l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.

7-2 AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

Période du 1^{er} janvier 2003 au 30 juin 2003

En notre qualité de Commissaires aux comptes de Natexis Banques Populaires et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans l'actualisation du document de référence.

Cette actualisation complète le document de référence enregistré par la COB en date du 11 avril 2003 sous le numéro D.03-0445 qui a déjà fait l'objet d'un avis de notre part en date du 10 avril 2003 dans lequel nous concluons que, sur la base des diligences effectuées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans le document de référence.

Cette actualisation a été établie sous la responsabilité de Monsieur François Ladam, Directeur Général. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'elle contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans la note d'information, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de Natexis Banques Populaires acquise dans le cadre de notre mission. Cette actualisation ne comportant pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, notre lecture n'a pas eu à prendre en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes semestriels consolidés pour la période du 1er janvier 2003 au 30 juin 2003, arrêtés par le Conseil d'administration, ont fait l'objet d'un examen limité de notre part selon les normes professionnelles applicables en France. Notre rapport d'examen limité comporte l'observation consistant à attirer l'attention sur la note 2.17 de l'annexe qui expose les conditions de mise en œuvre des règlements CRC n° 2002-03 sur le risque de crédit et n° 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Sur la base de ces diligences et compte tenu de l'observation rappelée ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentés dans cette actualisation.

Paris et Neuilly, le 29 septembre 2003

Les Commissaires aux Comptes

BARBIER FRINAULT & AUTRES

RSM SALUSTRO REYDEL

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Richard OLIVIER

Olivier DURAND

Michel SAVIOZ

Damien LEURENT